

JUILLET/AOÛT 2010

N°12
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE

TOUT
est à nous



PETITE ENFANCE **LA FIN DE L'ACCUEIL COLLECTIF**
ACTU **P4**



LIBÉRATION DES FEMMES **LE MLF A 40 ANS**
REPÈRES **P21**



NIQUE LA FRANCE **DEVOIR D'INSOLENCIE**
CULTURE **P30**

DOSSIER

EUROPE
TOUJOURS LA CRISE

SOMMAIRE

Fred Borrás Éditorial *Retrait de la loi sur les retraites*

P3

ACTU

Guillaume Floris Petite enfance *La fin de l'accueil collectif?*

P4

Nicolas Pantin et Pierre Baton Sans-papiers aux États-Unis *Entretien avec Sébastien Chauvin*

P6

Julien Terrié Élections au Brésil *Entretien avec Plínio de Arruda Sampaio*

P8

Dominique Angelini Israël *Entretien avec Gilbert Achar*

P11

Michel Warchavski Où en est le mouvement israélien *contre l'occupation?*

P13

DOSSIER

François Sabado Europe *Une nouvelle guerre sociale*

P15

Frédéric Gudéa Europe, *Le maillon faible ?*

P18

REPÈRES

Lisbeth Sal Libération des femmes *Le MLF a 40 ans*

P21

Mélanie Mermoz Libération des femmes *Entretien avec Josette Trat*

P23

EN DÉBATS/EN ACTIONS

Pierre Rousset Laïcité et Solidarités *À l'heure de la crise capitaliste*

P25

ESSAI/NOTES DE LECTURE/CULTURE

Philippe Corcuff Michael Löwy *et les chatoiements de l'anticapitalisme romantique*

P27

Gabriel Gérard L'antisémitisme de gauche *n'existe pas*

P29

Marie Sonnette Nique la France, Devoir d'insolence *Entretien avec Saïd Boumama et Saïd de Z.E.P*

P30

© Photothèque Rouge/Taous

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle,
les articles signés sont
publiés sous la seule
responsabilité de leurs
auteurs.

Obtenir le retrait de la loi sur les retraites et bloquer l'offensive antisociale

PAR FRED BORRAS

L'histoire de nous dit pas encore si elle retiendra le nom d'Éric Woerth. Ou si elle le retiendra comme celui d'un corrompu dont les déboires illustrent une fois encore la consubstantialité de la haute bourgeoisie et des hommes du pouvoir. Ou encore si elle retiendra le nom du ministre de Sarkozy pour avoir abattu une très grande conquête sociale, la retraite par répartition.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit ! Tous les beaux discours gouvernementaux sur le sauvetage de notre système de retraite peinent à masquer une réalité moins glorieuse. On nous martèle qu'on vit plus vieux, qu'il faut donc travailler plus longtemps, mais en réalité, ce sont des périodes de chômage de plus en plus longues qui attendent de plus en plus de travailleurs. En réalité, si elle s'impose, la contre-réforme Woerth-Sarkozy va créer une situation nouvelle pour une large frange de la population qui sera contrainte d'avoir recours aux assureurs privés pour espérer compléter ses maigres pensions de retraite. Un cadeau de plus aux requins de la finance qui vont enfin pouvoir faire du profit à grande échelle avec l'argent des retraites.

En somme, le gouvernement prétend sauver la retraite par répartition alors qu'il agit pour la tuer. Cela suffit en soi à exiger le retrait de ce projet de loi. Et c'est sur ce point nodal que peut se faire

l'unité la plus large de la gauche politique, syndicale et associative. Sur ce point que peut se nouer le rapport de forces et s'organiser le bras de fer avec le pouvoir. C'est possible car la population rejette massivement cette loi. Les directions des principales centrales syndicales n'appellent évidemment pas à la grève générale, mais il faut répondre massivement à leur appel pour le 7 septembre et en faire une grande journée de grève et de mobilisation. Dans le cadre de sa préparation, partout où cela est possible, il faut poser la question de la reconduction. Le mouvement doit monter en puissance le plus vite possible et c'est le rôle des militants syndicaux et politiques anticapitalistes d'agir en ce sens. Cela suppose de savoir marier unité et combativité, de proposer la mise en place des structures démocratiques d'organisation de la lutte par en bas.

Si Sarkozy parvient à passer sur ce dossier, le rapport de forces entre les classes s'en trouvera considérablement dégradé, les outils de défense des travailleurs seront atteints dans leur fonctionnalité et donc affaiblis. La porte sera alors grande ouverte pour avancer une à une les mesures du super-plan d'austérité que concoctent Fillon et Sarkozy en lien étroit avec leurs homologues au pouvoir dans toute l'Europe.

À l'inverse, si la droite est

défaite, la crise de régime qui en résultera permettra de poser la question du pouvoir et d'avancer les exigences populaires de façon plus offensive. Bien que sur le fond politique, le programme de Strauss-Khan et Aubry ne se démarque pas des politiques menées par la social-démocratie quand elle est au pouvoir à Athènes ou Madrid, les dirigeants socialistes cherchent à surfer sur la mobilisation pour préparer l'alternance. Pour notre part, nous voulons chasser la droite mais aussi battre sa politique. C'est la force de la mobilisation sociale qui peut permettre aussi de poser ce type de questions ; le pouvoir, ses formes, la politique que mènerait un gouvernement au service des classes populaires.

La loi sur les retraites, ce n'est pas seulement une contre-réforme de plus. C'est l'acte I d'une offensive généralisée contre les droits, les acquis, le niveau de vie de la majorité de la population. Pour les classes dominantes, la purge du système capitaliste est nécessaire pour restaurer les taux de profit. Et tant pis, si pour la première fois depuis les années 1930 dans les pays capitalistes développés, les conditions de vie se dégradent pour une très grande fraction de la population. Les mesures annoncées ou déjà mises en œuvre en Espagne, en Grèce, en Allemagne ou au

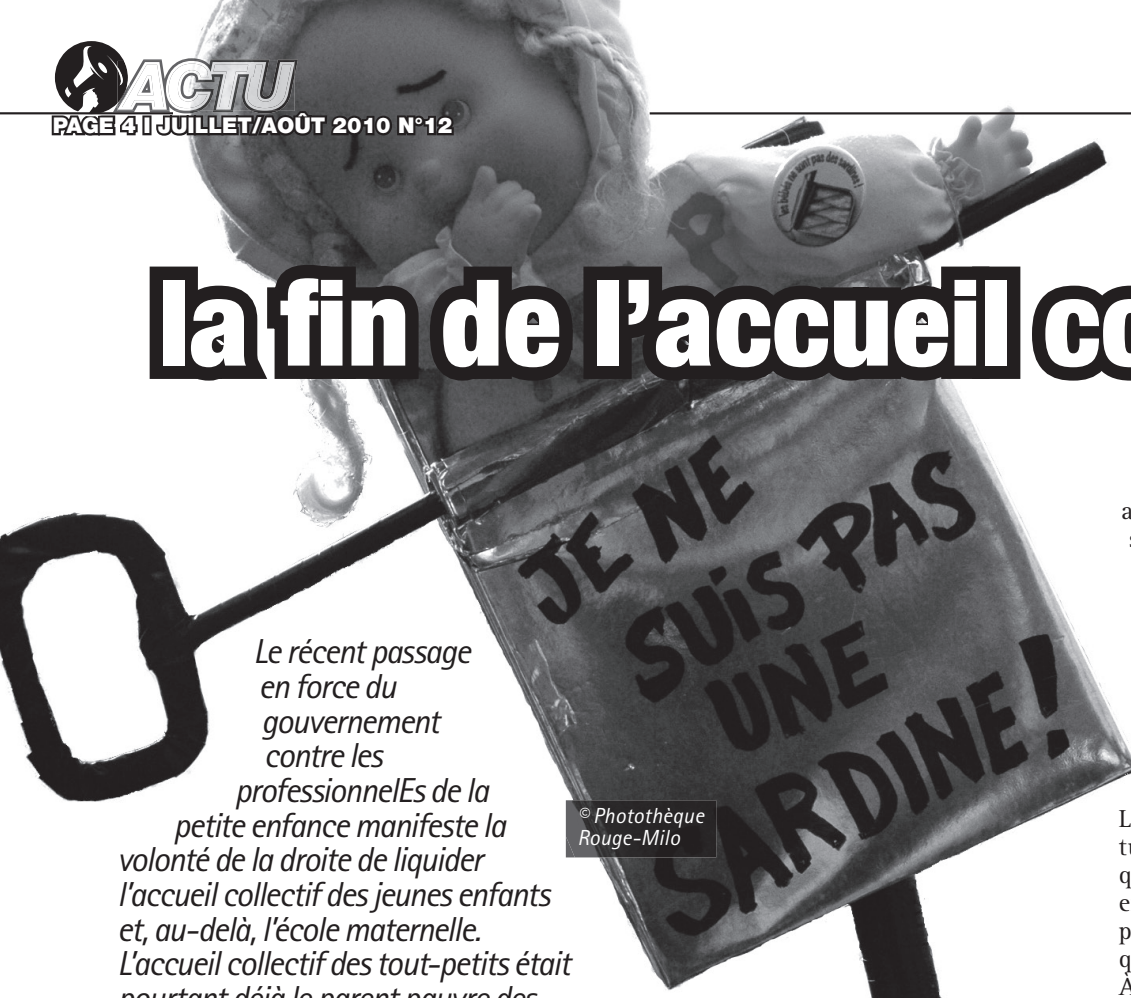
Royaume-Uni ont de quoi effrayer. Geler ou baisser les salaires, les pensions de retraite, s'attaquer aux minima sociaux, augmenter la TVA, licencier des fonctionnaires, augmenter le nombre d'élèves par classe, fermer des lits d'hôpitaux, rembourser de moins en moins de médicaments, voilà le copieux menu de l'hyperaustérité. Il y aura ceux qui peuvent se payer les meilleurs médecins, une éducation de qualité, une retraite dorée et ceux qui auront un service social, de santé ou d'éducation minimum et qui n'auront qu'à se serrer la ceinture. Cette histoire là n'est pas écrite à l'avance. Cela va dépendre de la puissance de la mobilisation pour y faire face. Vamos!



la fin de l'accueil collectif?

PETITE ENFANCE

PAR GUILLAUME FLORIS



avec les dizaines de milliers de suppressions de postes d'enseignants ces dernières années.

Parallèlement à ces mesures qui risquent de profondément transformer la réalité de l'«accueil» collectif, la droite a voté une loi créant des «maisons d'assistantes maternelles». Le gouvernement avait déjà décidé de passer de 3 à 4, le nombre d'enfants pouvant être accueillis par celles-ci. La nouvelle loi permet de créer des structures d'«accueil» collectif à raison de quatre assistantes maternelles (et seize enfants) regroupées sans aucun accompagnement par d'autres professionnelles qualifiées.

À la place d'un accueil collectif réglementé, financé en partie par des collectivités locales et assuré par des professionnelles qualifiées, la droite installe un accueil par des professionnelles peu qualifiées dans une relation de gré à gré avec le parent employeur.

La directive européenne sur les services pourrait parachever l'édifice. Au nom d'une «concurrence non faussée», on pourrait supprimer toute norme d'encadrement pour les établissements d'accueil et remettre en cause les financements publics aux structures publiques.

D'ores et déjà, des municipalités de droite privatisent des structures municipales, d'autres «de gauche» en confient la gestion à des entreprises privées par «délégation de service public». Les critères de



Le récent passage en force du gouvernement contre les professionnelles de la petite enfance manifeste la volonté de la droite de liquider l'accueil collectif des jeunes enfants et, au-delà, l'école maternelle. L'accueil collectif des tout-petits était pourtant déjà le parent pauvre des modes de garde.

Sa destruction est aussi une attaque en règle contre un salariat féminin qui s'est professionnalisé à partir d'un nouveau regard sur le jeune enfant dans les années 1970.

© Photothèque Rouge-Milo

DÉTRUIRE L'ACCUEIL COLLECTIF, DÉTRUIRE LA MATERNELLE

En France, 12% des moins de 3 ans sont accueillis en établissement d'accueil et 32% des moins de 3 ans sont accueillis par des assistantes maternelles.

La couverture globale est d'environ 44 %. Il manque 400 000 places en crèche.

La priorité est accordée au mode de garde individuel où les femmes sont les moins qualifiées (60 heures de formation), isolées à domicile, sans relations sociales professionnelles et dans une relation de gré à gré avec le parent employeur.

La branche famille de la Sécurité sociale consacre ainsi cinq fois plus d'argent à l'accueil individuel qu'à l'accueil collectif (en 2007 : 5,5 milliards pour les assistantes maternelles, 3,3 milliards pour le congé parental, 1,8 milliard pour l'accueil collectif).

Le décret Morano a pour but de liquider l'accueil des jeunes enfants.

Faire passer la possibilité d'inscriptions en surcapacité de 10% à 20% dans les établissements, et introduire une plus grande proportion de personnels moins qualifiés va remettre en cause les évolutions pédagogiques engagées il y a 30 ans.

De la même manière, là où il existe, l'accueil collectif des enfants de 2-3 ans risque de basculer vers les jardins d'éveil avec des normes d'encadrement largement dégradées (d'un adulte pour huit à un pour douze).

Ces jardins d'éveil payants ont aussi pour fonction de liquider la scolarisation gratuite des plus jeunes déjà bien entamée (moins de 20% scolarisés aujourd'hui)

À la fin du XIX^e siècle, les courants de pédagogie active avaient développé dans les jardins d'enfants une approche fondée sur la reconnaissance des potentialités de l'enfant et un accompagnement pédagogique à partir du jeu. Ces jardins d'enfants ont été ensuite progressivement institutionnalisés et ont conduit à la généralisation des écoles maternelles en France et au développement de la scolarisation dès deux ans.

Après 1945, les crèches se sont développées avec la volonté de limiter la mortalité infantile. C'est une approche hygiéniste de la puériculture qui s'est mise en place pour répondre aux besoins sanitaires et de garde. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1970 que les structures de garde sont devenues des lieux d'accueil. L'après-68 comme l'évolution des connaissances sur le jeune enfant, la reconnaissance du jeune enfant comme une personne dès sa naissance ont été déterminants pour une pédagogie centrée sur un éveil individuel de chaque enfant et le passage à une prise en charge de l'enfant, pensée en lien permanent avec ses référents familiaux, son contexte social et culturel (continuité éducative dans la discontinuité des lieux de vie de l'enfant).

rentabilité des entreprises privées sont en contradiction avec le bien-être des enfants et des salariéEs.

PROFESSIONNELLES OU BONNES À S'OCCUPER DES ENFANTS ?

Les attaques répétées, contre les crèches et maternelles, rognent les acquis de la lutte des femmes pour leur autonomie. Les femmes ont obtenu le droit de travailler et de ne plus être confinées à la maison pour garder les enfants et assumer les tâches domestiques.

Il manque 400 000 places d'accueil collectif et les femmes qui ne peuvent payer un accueil privé n'ont d'autre choix que de rester chez elles. Après cette exclusion temporaire de la vie sociale, il est plus difficile de retrouver un emploi, et encore plus un emploi qualifié.

Le manque de places en accueil collectif accentue les inégalités entre hommes et femmes, et entre femmes des milieux aisés et celles des classes populaires. Rareté et cherté des modes d'accueil ont souvent raison des calculs budgétaires des parents aux salaires modestes et font chuter le taux d'activité des mères.

Les métiers de la petite enfance restent peu connus. L'une des raisons tient très clairement aux représentations patriarcales : quoi de plus naturel pour une femme que de s'occuper d'enfants ? Ces métiers sont largement occupés par des femmes issues de catégories populaires.

S'appuyant sur l'idéologie patriarcale, qui considère le travail en crèche comme un «emploi féminin» où «l'instinct maternel» primerait sur le diplôme, la droite veut un peu plus dévaloriser et sous-payer le travail auprès des jeunes enfants.

L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS, D'AUTRES POSSIBLES

Le Danemark couvre presque totalement la demande. Les Danois bénéficient d'un congé de maternité de 52 semaines à répartir entre

les deux parents. En conséquence seulement 15% des enfants de moins de 1 an fréquentent des organismes d'accueil, mais ce chiffre atteint 85% pour les enfants âgés de 1 an et 89% pour les enfants âgés de 2 ans. La Suède a mis en place l'équivalent d'un service public garantissant à tous l'accueil de qualité des tout-petits (un adulte pour trois enfants). Et ce, dès la fin d'un congé parental d'une année accessible pour le père ou la mère, et de façon quasi gratuite, jusqu'à la scolarité.

Les effets d'un accueil de grande qualité des tout-petits sont bénéfiques sur les résultats scolaires. C'est tout particulièrement le cas pour les catégories populaires et les enfants issus de l'immigration.

Le développement du service public gratuit de la petite enfance a des effets immédiats sur la «sortie de pauvreté» des femmes (nombreuses salariées à temps partiel au revenu proche du seuil de pauvreté). Pour les femmes seules également, elle se traduit par une diminution des ruptures de carrière pénalisantes pour l'emploi, les salaires, et leurs retraites.

Enfin, cette «défamiliarisation» de l'accueil des tout-petits a des effets sur l'implication familiale : plus la mère travaille dans un couple, plus cela agit sur la répartition des tâches.

«PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE», UN MOUVEMENT INÉDIT

Les établissements d'accueil de jeunes enfants ont des réalités multiples. Très développés dans certaines collectivités comme à Paris, quasi inexistantes ailleurs, des établissements sont publics, d'autres associatifs/parentaux. Depuis quelques années se développent aussi de nombreuses entreprises de crèches à but lucratif.

Des mouvements de salariéEs d'établissements d'accueil ont eu lieu ces dernières années notamment à la Ville de Paris en 2006 et 2008.

Le plus souvent ces mouvements revendiquent des effectifs supplémentaires et de meilleurs taux d'encadrement. Car la souffrance psychique/physique au travail des professionnelEs est bien réelle, liée au stress et aux conséquences physiques des gestes et postures liés à ces métiers.

En raison de la grande diversité des situations et des statuts, jamais aucun mouvement national n'avait eu lieu dans ce secteur.

La création, en 2009, du collectif unitaire «Pas de bébés à la consigne», regroupant des syndicats de la petite enfance, des associations professionnelles (de métier) sans réelle tradition de lutte, des associations familiales et féministes, a été déterminante dans la mise en mouvement des salariéEs de la petite enfance.

Ce «LKP» de la petite enfance est peu à peu devenu un cadre de référence pour les salariéEs et les parents, permettant d'engager de multiples actions et d'accumuler des expériences, en construisant aussi des rapports de confiance entre les organisations qui le composent.

Le mouvement a été inédit par son caractère national et public/privé, par la présence massive de jeunes salariéEs, mais aussi par l'humour et la dérision utilisés dans les manifestations et les actions. Des collectifs se sont créés un peu partout.

Dans un contexte général dégradé pour les salariéEs, il semblait difficile pour les salariées de ce secteur de gagner seules. En l'absence de mouvement d'ensemble ou même d'une jonction avec les personnels de l'Éducation nationale, Nadine Morano a publié son décret en juin 2010.

Cependant, ce mouvement a permis de faire de l'accueil des jeunes enfants une question politique majeure. Il a mis sur le devant de la scène des salariéEs invisibles jusqu'alors, salariéEs qui ont connu pour beaucoup leur première expérience de lutte.



SANS-PAPIERS AUX ÉTATS-UNIS

Entretien avec Sébastien Chauvin

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS PANTIN ET PIERRE BATON

Sébastien Chauvin vient de publier Les Agences de la précarité (éditions du Seuil). Dans cet ouvrage passionnant, il raconte son enquête parmi les travailleurs journaliers, souvent sans titre de séjour, de l'industrie légère à Chicago. Nous l'avons interrogé sur la question des sans-papiers aux États-unis.

Il y a actuellement un mouvement de sans-papiers en France. Tu as étudié le travail des migrants et des sans-papiers aux États-Unis. Ces réalités sont-elles comparables ?

Sébastien Chauvin - Selon les pays, la condition de sans-papiers peut recouvrir des réalités très différentes. Dans mon travail, j'ai essayé de décrire ce qu'étaient les conditions de vie et de travail des sans-papiers aux États-Unis en insistant en partie sur ces différences. Tout d'abord, aux États-Unis, ils sont très nombreux : entre 11 et 12 millions, représentant 4% de la population et plus du tiers du total des étrangers. C'est donc largement plus que les taux français. Par ailleurs, la majorité absolue des sans-papiers aux États-Unis sont mexicains¹. Le chiffre est rela-

tivement fiable car les sans-papiers étant moins illégitimes qu'en France, ils sont plus facilement recensés. Aux États-Unis, un grand nombre de services locaux, que ce soit les banques, les communes, les stations de police, ne se pensent pas comme des agents de l'État fédéral. Par exemple, des banques vont faire des publicités en direction des sans-papiers, souvent en espagnol, en leur disant qu'ils peuvent ouvrir un compte avec simplement leur passeport, donc sans présenter de titre de séjour. J'ai habité avec une famille de sans-papiers qui, grâce à un numéro de sécurité sociale authentique obtenu par le père à une époque où il était entré avec un visa de tourisme, a pu avoir un crédit immobilier. Les contrôles d'identité sont extrêmement rares. Les polices qui font des contrôles d'identité dans la rue ne les réalisent que si elles peuvent détecter une infraction autre que le séjour. Ce n'est que dans certains États, où le sentiment anti-immigrés est très fort, comme l'Arizona, que des services de police ont pris l'initiative de faire des contrôles routiers visant particulièrement les Latinos, en leur demandant leur permis de conduire alors qu'ils n'en n'ont pas. Après avoir constaté cette infraction, ils les arrêtent et vérifient leur statut en matière de séjour auprès des services fédéraux. Mais la plupart des polices aujourd'hui aux

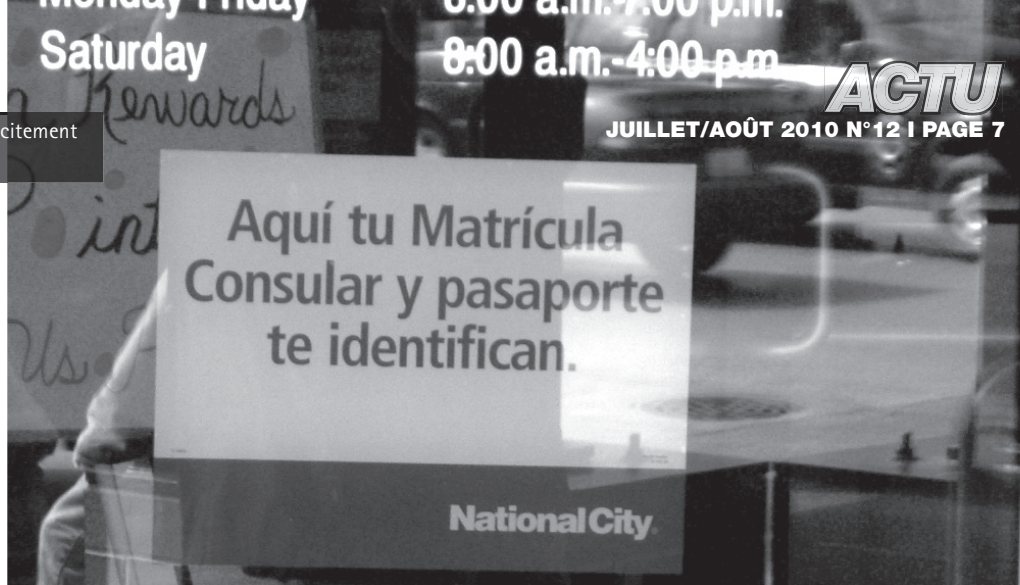
États-Unis considèrent que l'infraction à la législation sur l'immigration n'est pas de leur ressort. Ils ne font donc les vérifications que pour les personnes arrêtées pour autre chose. Par ailleurs, les sans-papiers, notamment mexicains, sont assez fortement soutenus par leurs consulats d'origine. Le consulat mexicain a fabriqué un matricule consulaire sécurisé qui est accepté aujourd'hui dans plus de 160 banques et reconnu par près de 1 100 commissariats de police, dans le but de préserver l'ordre public et donc que les victimes n'aient pas peur de collaborer avec la police.

Quelle place occupent les sans-papiers sur le marché du travail ?

Il y a une certaine image, devenue dominante, qui est celle du travailleur journalier de rue, qui vient vendre sa force de travail tous les matins sur des parkings ou des stations-service. En fait, comme dans bien d'autres pays développés, la majorité des sans-papiers occupent des emplois formels dans l'économie légale. Ce qui signifie qu'ils cotisent, et on a même pu calculer que les cotisations versées sur des numéros faux ou erronés représentaient en 2005 la somme de 56 milliards de dollars, soit 1,5% de la masse salariale. Les cotisations versées annuellement équivalaient à 10% du



Manifestation de 700 000 personnes à Chicago le 1^{er} Mai 2006 pour la régularisation des sans papiers/ © DR



besoin de financement des retraites par répartition aux États-Unis ! Certains secteurs ont un recours très important aux sans-papiers. 7 millions de sans-papiers sont salariés, ils représentent 5,4% de la main-d'œuvre. Dans certains États, c'est plus de 70% de la main-d'œuvre agricole. Mais ils se retrouvent aussi dans le secteur de la construction, et largement dans l'industrie déqualifiée : usines de poulets, de vêtements... Ils ont pénétré plus largement qu'en France le secteur industriel. Ils sont tellement nombreux qu'une partie d'entre eux sont très bien intégrés au tissu économique américain. Bien qu'il y ait des plafonds indépensables, ils peuvent gravir des échelons. 60% des salariés sans papiers n'ont pas de couverture santé, ce qui veut quand même dire que 40% d'entre eux en ont une, et ils l'ont comme salariés d'entreprise, en partie comme tout le monde.

De Bush à Obama, y a-t-il un changement dans les politiques migratoires ?

Il y a un arrêt relatif des raids des services de l'immigration dans les entreprises. Maintenant, ils prennent les listings des entreprises et les vérifient à distance puis ils mettent une amende à celles qui auraient embauché des sans-papiers. Mais cela est fait de manière plus massive que les raids de l'ère Bush : les travailleurs sans papiers ne sont pas arrêtés mais licenciés. Autre changement : le gouvernement oblige les entreprises qui ont des contrats avec le gouvernement fédéral à vérifier les papiers de l'ensemble de leur main-d'œuvre, à l'aide d'un système informatisé. Cela ne veut pas dire que les sans-papiers ne trouvent plus à se faire embaucher, mais cela segmente le marché de l'emploi : le secteur périphérique, loin des entreprises contractant avec l'État fédéral, est le domaine privilégié des sans-papiers. Le gouvernement mène des opérations contre les camionnettes qui servent à les transporter une fois qu'ils ont passé la frontière. Une des réformes récentes les plus controversées est la loi votée, en avril en Arizona, qui donne non plus seulement le droit, mais l'obligation pour les polices locales de vérifier les papiers de tout individu pour lequel il y aurait « un soupçon raisonnable qu'il est non autorisé sur le territoire américain ». Ce ne serait pas juste une tolérance informelle du contrôle au faciès, comme en Europe, mais une obligation. Les citoyens ont la possibilité de traîner la police en justice si elle ne respecte pas cette obligation. Face à cela, s'organise, de la part de citoyens mais aussi de villes entières, un boycott de l'Arizona et de ses produits. Par exemple les villes de Los Angeles et San Francisco ont décidé de s'interdire de traiter avec toute entreprise basée dans l'Arizona. Des

artistes se mobilisent et annulent leurs concerts en Arizona.

Géographiquement, est-ce que les sans-papiers, les migrants concernent l'ensemble du territoire ou est-ce que c'est limité à certains États ?

Historiquement ils ont d'abord été présents dans le Sud des États-Unis. Mais il y a aussi une immigration en chaîne des Mexicains dans le Midwest, ce qui explique qu'il y a beaucoup de Mexicains sans papiers à Chicago, dans le nord du pays. Pendant longtemps, les sans-papiers étaient concentrés dans les quartiers de centre-ville, et maintenant ils s'installent parfois directement dans les banlieues moyennes voire dans des petites villes de milieux ruraux. Le passage par la grande ville n'est plus une étape systématique.

Existe-t-il des formes d'organisation des sans-papiers ?

Il y a peu d'organisations fondées sur le seul fait d'être sans-papiers. Par contre, comme ils sont très intégrés, ils sont dans des syndicats, des communautés religieuses, des associations, des amicales basées sur leur région d'origine, des groupes de pression fondés sur l'ethnicité, avec des gens qui ont des papiers. Des luttes syndicales ou parasyndicales se développent en intégrant des sans-papiers, même si elles se heurtent parfois à leur irrégularité, alors que les luttes se déroulant dans les entreprises n'incluent pas pour l'instant l'objectif de la régularisation. À côté, il s'est aussi développé des luttes en rapport avec le droit au séjour. En 2008, l'administration Bush avait essayé d'envoyer à l'ensemble des employeurs américains des millions de lettres leur déclarant que le numéro de sécurité sociale sur lequel travaillait tel ou tel salarié était faux, de manière à les poursuivre si dans les 90 jours, ils n'avaient pas corrigé le numéro ou licencié le salarié. Cette mesure a été attaquée en justice par une coalition formée par les principaux syndicats, les grandes organisations de défense des droits civiques, et le principal syndicat patronal. Et elle n'a finalement pas été appliquée.

Tous ces mouvements amènent-ils à des régularisations importantes de sans-papiers ou à maintenir le statu quo ?

Ce qui a lancé les grandes manifestations de 2006 aux États-Unis qui ont regroupé des millions de personnes dans la rue, c'était le vote d'une loi très répressive par la Chambre des représentants, qui allait criminaliser les gens qui aidaient les sans-papiers. Les manifestations réclamaient également la régularisation des sans-papiers aux États-Unis. À l'issue de ces marches, ils ont obtenu l'abandon de cette loi, mais les rapports de forces au Congrès étaient tels qu'ils n'ont pas obtenu une loi de régularisation. Dans l'ensemble, il y a très peu de régularisations. On est donc dans un mélange avec peu de régularisations, mais un régime d'illégalité plus doux que ce que l'on connaît en France, État extrêmement répressif en ce domaine. Il y a la construction durable d'une sous-citoyenneté mais, pour la majorité des travailleurs sans papiers (ainsi que pour leurs employeurs), elle n'est pas invivable au quotidien. Ce n'est pas tant que les employeurs ont intérêt à les maintenir dans l'illégalité, c'est plutôt qu'il n'y a pas une coalition suffisante de groupes ayant un intérêt absolu à leur légalisation. De toute manière, une régularisation massive se produira dans les toutes prochaines années, même si elle sera nécessairement insuffisante.

Comment se structure le champ politique états-unien sur cette question ?

Clairement, les démocrates sont davantage favorables à une régularisation d'ensemble des sans-papiers et les républicains défavorables. Mais une minorité de républicains sont favorables à une régularisation ; Bush était pour une régularisation massive. Il y a une majorité de républicains qui bloquent, et ceux-là se sont radicalisés. Mais le mythe national américain se fonde sur la figure de l'immigré. Il est donc difficile de construire durablement un racisme hostile aux immigrés. 🌐

Entretien avec Plínio

Plínio de Arruda Sampaio ou « Plínio » est une figure historique de la gauche brésilienne. À partir de 1962, il participe au gouvernement de João Goulart pour mettre en place le projet de réforme agraire. Après le coup d'État militaire de 1964, il fait partie des 100 premiers Brésiliens privés de leurs droits civiques, et s'exile au Chili. Il revient au Brésil en 1976 pour participer au mouvement pour la démocratie, et devient l'un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT) en 1980. À la chute de la dictature, il est élu député constituant, et fait inscrire la réforme agraire dans l'article 184 de la constitution brésilienne, utilisé alors par le Mouvement des sans-terre (MST) dans la lutte pour les expropriations. En 2005, il quitte le PT en déclarant que les programmes du PT et du Parti social-démocrate brésilien (PSDB, libéraux) sont semblables. Il défend désormais les courants révolutionnaires dans le PSOL. À la suite de la décision d'Héloïsa Helena, candidate aux présidentielles en 2006 (6,85 % et 6,5 millions de votes), de tenter de retrouver son siège de sénatrice, Plínio est désigné candidat pour le PSOL aux élections présidentielles d'octobre 2010.

Plínio mènera donc la campagne face à Dilma Roussef (PT), défendant la continuité avec le gouvernement Lula, à José Serra (PSDB) représentant le front libéral, et à Marina Silva (Parti Vert) soutenue par les secteurs de l'écocapitalisme (son candidat à la vice-présidence, Guilherme Leal, PDG de la multinationale Natura, est classé 463^e fortune mondiale par le magazine Forbes).



Plínio de Arruda Sampaio en compagnie d'une dirigeante du Mouvement des sans-terre (MST) en visite sur une occupation urbaine de 1 500 familles dans la ville de Fortaleza - État du Ceará - 4^e ville du Brésil. | © Flora Bajard

Quel a été l'impact de la crise au Brésil ?

L'impact de la crise ici est très contradictoire. La crise mondiale a totalement fermé des opportunités d'investissement de capitaux en Europe, aux États-Unis, au Japon et dans les pays dynamiques économiquement. Les capitaux qui ne peuvent plus investir dans ces pays cherchent donc ailleurs. Nous avons au Brésil les plus forts taux d'intérêt pour le capital investi, nous avons ainsi eu un afflux d'investissements étrangers. Cela a certes créé des facilités de change pour les gouvernements brésiliens, mais les investissements sont conditionnés aux besoins des pays impérialistes : les exportations industrielles sont freinées, ce qui entraîne la montée du chômage dans l'industrie, et au contraire les exportations agricoles ou de matières premières explosent, car la demande internationale est énorme.

Donc la crise a finalement aidé à la nouvelle insertion du Brésil dans la division internationale du travail. Le Brésil a enterré le projet de nation industrielle, pour redevenir une nation exportatrice de matières premières. On est en train de vivre un néocolonialisme... commandé par les forces du « marché ». C'est une situation très grave.

Quel est le bilan de huit ans de gouvernement Lula ?

Le gouvernement Lula a une grande valeur symbolique. C'est le premier homme du peuple, un « nordestino », pauvre, immigré vers le Sud et avec une enfance et adolescence très difficiles, qui est arrivé au pouvoir au Brésil. Ce fait est historique et c'est un paradigme en soi. Maintenant, le rôle qu'il a eu est extrêmement néfaste.

Le fait d'exporter tant de produits agricoles et de matières premières est source de recettes pour l'État sous forme de revenus fiscaux. Le gouvernement utilise alors cette manne fiscale pour mener des politiques assistancielles pour les plus pauvres. Grâce à cela, il gagne à court terme un énorme soutien populaire, mais il est en train de pourrir la société brésilienne, parce que l'éducation, la santé restent terribles, ainsi que la sécurité sociale. Les Brésiliens pauvres peuvent aujourd'hui acheter des frigos, et pensent qu'ils sont en train de changer de classe sociale. La situation est extrêmement sérieuse car on assiste en réalité à la dilution des organisations sociales : comme Lula a un énorme soutien populaire (80% d'opinion favorable), il oblige les leaders de ces organisations – qui sont pour la plupart des organisations socialistes – à accepter, par la pression populaire, une politique qui n'a rien de gauche. Cela engendre d'énormes divisions dans le mouvement social, ce qui est grave. D'un autre côté, Lula construit une relation populiste d'un autre temps, entre la masse et un leader, sans l'intermédiaire d'un parti. Ce gouvernement est profondément néfaste pour la moindre conquête sociale réelle au Brésil. Certains disent que Lula est le « Père des pauvres et la Mère des riches », car ces derniers n'ont jamais autant fait de bénéfices que pendant les huit dernières années.

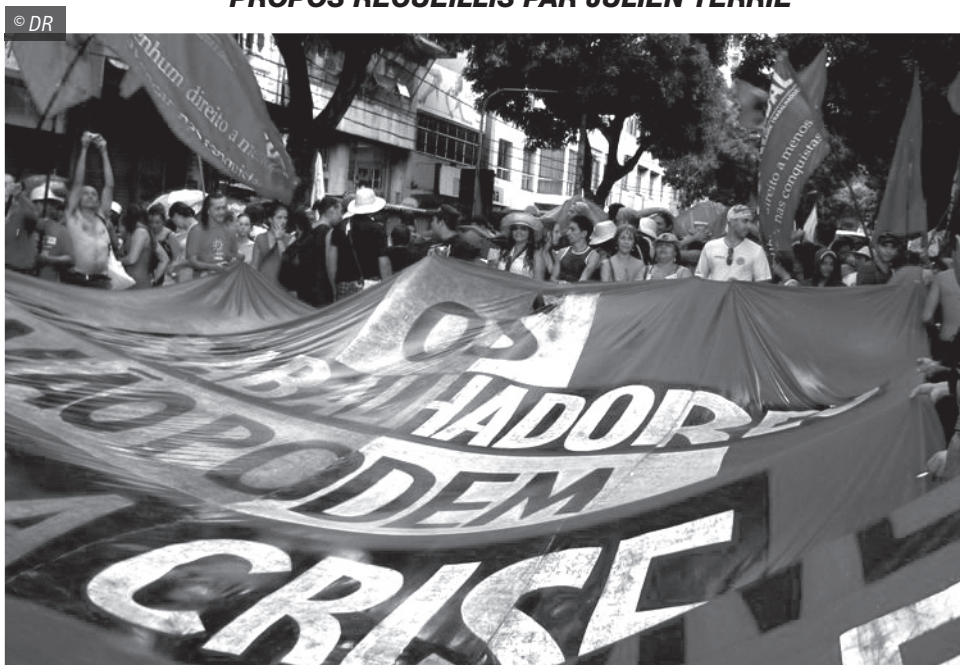
Le capitalisme brésilien a-t-il changé avec Lula ?

Le capitalisme brésilien a réellement changé pendant la dictature militaire. Comme le disait Florestan Fernandes¹, le capitalisme

ÉLECTIONS AU BRÉSIL

de Arruda Sampaio

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN TERRIÉ



brésilien a fait sa révolution bourgeoise à cette époque, une révolution bourgeoise sous domination nord-américaine, et depuis il reste en position subalterne. On peut dire que l'on a ici une bourgeoisie qui «marche à la commission», qui reçoit essentiellement les retombées sous forme de commissions des énormes bénéfices que les multinationales font dans ce pays. C'est une bourgeoisie sans ambition à l'étranger, ou alors vers quelques secteurs dans d'autres pays d'Amérique latine, mais toujours dans cette même logique de commissions. Par contre, ici, elle ne cède rien et se comporte de façon extrêmement caricaturale, violente, ce qui fait de la société brésilienne l'une des plus violentes au monde.

Quels sont les axes principaux de votre campagne ?

C'est une campagne de contre-feux : les deux candidats des deux partis bourgeois ont fait en sorte qu'elle soit très courte, très restreinte (elle se fera seulement en trois mois dans un pays-continent), car leur but est de noyer les sujets sociaux. Ils ne veulent pas discuter des problèmes réels du pays parce qu'ils savent qu'indépendamment de leur volonté, la conjoncture internationale va les obliger à remplacer les mesures populistes par des mesures d'austérité. Ils ne veulent pas que le peuple en ait conscience, et ils ne veulent pas que le peuple puisse voir des alternatives.

Nous voulons faire un contre-feux aux trois idées forces de leur consensus : 1.«tout va bien» 2. «cela va encore s'améliorer» et 3. «il n'y a pas d'alternative au capitalisme». Nous allons dire que «cela ne va pas si bien»; que «ça ne va pas s'arranger» et

qu'«il existe un projet de Brésil socialiste». Dans cette optique, nous sommes en train de bâtir un programme qui n'est pas un programme socialiste, car nous ne sommes pas en condition de faire une rupture radicale aujourd'hui, mais qui avance l'idée de l'anticapitalisme, et sert à semer largement les idées socialistes. Par exemple, nous allons défendre des solutions qu'aucun d'eux n'aura le courage d'assumer, pour montrer que leur discours est une arnaque. Nous allons proposer une réforme agraire radicale : toute propriété de plus de 500 hectares sera expropriée et rendue à la population rurale, grâce à des propositions simples qui règlent largement certains problèmes structurels du Brésil. Nous voulons faire apparaître clairement que le bilan de Lula sur cette question-là est très mauvais, et que leurs politiques ne servent qu'à maintenir la situation d'inégalité actuelle.

Il y a des séminaires régionaux de constitution du programme. Qu'en est-il sorti ?

On arrive au même point : nous devons élaborer un programme extrêmement radical, pour choquer vraiment ! Choquer la bourgeoisie, la classe moyenne, les réactionnaires. Nous devons éviter tout discours doctrinaire mais proposer des mesures contradictoires avec les bases mêmes du capitalisme ; ce sont celles-là qui font prendre conscience, ce qui est notre

tâche principale. Un thème important pour nous est l'éducation : on doit nationaliser toute l'éducation et permettre aux écoles communautaires qui ne font pas de profit de rester indépendantes pour garantir une liberté de pensée.

Les questions environnementales sont fondamentales, par exemple l'eau, une façon pour nous de mener ce combat de contre-feux sera de parler de l'accès et de l'assainissement de l'eau comme une question de droit de l'homme.

Outre la réforme agraire, nous luttons aussi pour une réforme urbaine, pour la création d'emplois publics afin d'améliorer le quotidien et surtout les logements. En ce moment, ici à Fortaleza, 1 500 familles occupent un terrain en pleine ville avec le MST et le Mouvement des conseils populaires (MCP), pour obtenir cette réforme urbaine.

Les violences ici au Brésil sont dirigées principalement contre les femmes et les adolescents, et contre les noirs, il y a beaucoup de racisme. Les adolescents des favelas sont victimes du crack, de la police et du trafic de drogue ; il y a un besoin urgent de justice sociale et pénale au Brésil et des besoins en termes d'infrastructures, d'éducation et de travail culturel pour sortir de la catastrophe humaine que nous vivons. Les femmes doivent pouvoir disposer de leur corps, la question de l'avortement a toujours été une question délicate au Brésil, mais nous





© DR

ne devons pas hésiter: je suis catholique et je défends non pas la dépénalisation, mais la légalisation de l'avortement, parce qu'une femme pauvre en meurt et une riche peut le faire sans danger. Je vais aux gay pride et je pense que les LGBT peuvent se marier et adopter des enfants. Le conservatisme de ce pays ne sert qu'à opprimer un peu plus notre peuple.

Quel type de soutien peut avoir le PSOL dans les mouvements sociaux ?

Nous sommes dans une phase de reflux du mouvement social, c'est la plus grosse difficulté du PSOL aujourd'hui, car quand on a fondé le PT en 1980, nous étions au sommet d'une grande agitation populaire et il était facile de recruter et d'obtenir des soutiens. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de reflux et de division, et dans cette division, le PSOL reçoit le soutien d'une partie seulement du peuple organisé. Il y a deux jours, j'ai été invité pour parler avec 3 000 jeunes du MST parce que l'un de leurs dirigeants soutient notre candidature. Nous avons ce type d'appui, même partiel, dans les organisations de masse rurales, et nous avons un soutien de la théologie de la libération dans les communautés ecclésiastiques de base qui existent encore. Nous sommes aussi soutenus par des groupes dans les syndicats combattifs Conlutas et Intersindical. En fait, nous avons un réel soutien d'une partie des mouvements combattifs, mais toujours dans ce contexte de reflux profond des mobilisations.

Peut-on s'inspirer des pratiques du MST pour mobiliser les plus démunis et construire un projet politique socialiste pour le Brésil ?

Il le faut ! C'est la meilleure pédagogie que je connaisse. Je ne connais aucun autre secteur de la société brésilienne ayant cette capacité à former politiquement en élevant réellement le niveau de conscience sociale et politique des pauvres et des exclus. Je viens de parler de ces 3 000 jeunes sans terre: ils ont tous entre 20 et 30 ans, sont logés dans un gymnase, organisés en petits groupes, tout le monde agit avec beaucoup de discipline, tout fonctionne, il ne manque personne aux cours, alors que rien n'est obligatoire et qu'il n'y a pas de diplôme à la clé, ou autre chose. Ils ont développé cette capacité extraordinaire en se basant sur le travail volontaire, en redonnant une structure de pensée et une dignité à ces jeunes qui ont connu la violence et la misère des communautés rurales, et même parfois urbaines. Celso Furtado, notre grand économiste, disait qu'après le mouvement contre l'esclavage, le MST est le plus fort mouvement social que l'on ait connu au Brésil.

Aujourd'hui, comment se positionne le MST pour les élections ?

Il est traversé par les contractions dont je parlais: la forte popularité de Lula dans la base, et aussi le financement de certains programmes du MST par le gouvernement, créent des discussions dans le mouvement, il n'ont pas de position unanime. En ce moment, ils disent: «L'important est de battre la droite, peu importe si on vote pour

Dilma, Marina ou Plínio, l'important c'est que le PSDB ne revienne pas au pouvoir »

Quel impact peut avoir votre campagne ?

Nous allons avoir beaucoup de difficultés, parce que les grands moyens de communication appartiennent à des monopoles privés qui se lient aux grands partis. Donc l'impact médiatique pour l'instant est faible, on devrait commencer avec un faible score dans les premiers sondages. La politique brésilienne se joue malheureusement beaucoup sur les personnalités, et cela fait vingt ans que je n'ai pas mené de campagne. J'ai été deux fois candidat à la fonction de gouverneur de l'État de Sao Paulo, avec notamment une grande campagne dans les années 1980, mais cela date un peu, et on ne peut pas dire que je sois une figure populaire. Pour pallier ce problème, nous réfléchissons aux nouveaux modes de communication politique, parce que la télévision était le seul moyen jusqu'à maintenant, mais on peut combattre son hégémonie par internet, les réseaux sociaux, les diffuseurs de vidéos en ligne... C'est sur ce type de médias que nous pouvons avoir une diffusion importante de nos idées. Et on va surprendre au moment du vote!



1. Florestan Fernandes est considéré comme le père de la sociologie brésilienne, il était militant de la gauche du PT, le MST a donné son nom à son école de formation de cadres politiques: l'École nationale Florestan Fernandes (ENFF) à Sao Paulo.

ISRAËL

entretien avec Gilbert Achcar

Une situation en permanence tendue et dangereuse

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE ANGELINI

Quelles sont aujourd'hui les relations entre Israël et les États-Unis ?

L'attaque de la flottille par Israël a fortement détérioré l'image du pays à l'échelle mondiale y compris au niveau des gouvernements traditionnellement alliés en Occident. Cela dit, le gouvernement américain est peut-être celui qui a été le moins impressionné par les événements. Un certain nombre de gouvernements européens ont eu une attitude plus critique que le gouvernement américain qui a même essayé de couvrir Israël. Cependant, l'opération a eu un effet boomerang, elle a servi à souligner de manière consensuelle, au niveau des gouvernements occidentaux, le fait que le blocus imposé à Gaza ne pouvait continuer, qu'il était inefficace vis-à-vis des objectifs poursuivis et qu'il avait des conséquences humanitaires désastreuses. Il y a donc une pression pour qu'Israël modifie les conditions du blocus. C'est en cours et en principe le gouvernement israélien devrait discuter d'un allègement du blocus.

Les rapports avec les États-Unis se sont tendus depuis l'affront fait lors de la visite en Israël du vice-président Joseph Biden, où Israël a annoncé la construction de 1600 nouvelles habitations dans la partie arabe de Jérusalem. Le général Petraeus a affirmé que le gouvernement israélien mettait en danger la vie des Américains. Ces signes de mécontentement américain à l'égard d'Israël se sont multipliés.

Ce mouvement est significatif, tout comme l'appel de juifs européens, le JCall, à l'image du J Street américain qui s'est constitué bien avant cette histoire comme un pôle opposé à l'inconditionnalité pro-israélienne du lobby Aipac¹ qui agit au niveau du Congrès et couvre tout ce que fait Israël.

Le gouvernement israélien actuel est un gouvernement d'extrême droite où domine les fractions d'extrême droite même si c'est un gouvernement de coalition avec la participation des travaillistes qui sont représentés par un Ehud Barak qui a la gâchette facile. Lui-même est représentatif du fait que les travaillistes suivent la dérive droitière de l'ensemble de la société. Le gouvernement israélien a donc dépassé les limites tolérables par les appuis d'Israël. Des signaux lui sont envoyés pour lui dire qu'il ne faut pas exagérer car cela met les

gouvernements occidentaux dans l'embaras. Ce ne sont que des remontrances, à peine marmonnées. On n'est même pas au stade de ce qu'avait fait l'administration de George Bush père en 1991, lorsqu'elle avait exercé un véritable chantage financier pour l'obliger à participer aux négociations de paix qui avait commencé à Madrid. En 1991, le gouvernement Bush qui venait de mener avec succès, de son point de vue, la guerre en Irak se sentait en position de force aux USA mêmes, et à l'échelle de la région. Ils ont vécu en 1991 ce qu'on peut considérer comme l'apogée de leur hégémonie régionale, mais depuis lors, ils ont reperdu du terrain. À ce moment-là, ils n'avaient pas vraiment besoin d'Israël qui devenait plutôt un problème dans la mesure où il fallait compléter l'hégémonie américaine par une stabilisation de la région et par la résolution du conflit israélo-arabe. Aujourd'hui, le gouvernement Obama est plutôt faible sur le plan intérieur, il est empêtré en Irak – ce qu'il a hérité du dernier gouvernement Bush – et s'enlise en Afghanistan de son propre fait, balbutie face à l'Iran et est incapable de vraiment faire bouger les choses... et sur le plan intérieur, il contemple avec une certaine angoisse l'échéance des élections pour le Congrès en novembre. Pour toutes ces raisons, on peut comprendre les limites des réactions face à Israël.

Les USA avaient un peu lâché Israël sur le nucléaire...

Il y a là aussi une divergence d'intérêt ou d'intensité d'intérêt entre USA et Israël. Pour les États-Unis, un Iran doté de la force nucléaire est une perspective qu'ils veulent combattre mais cela ne représente pas une catastrophe d'une grande ampleur. Par contre, Israël considère la perte de son monopole nucléaire dans la région comme un désastre, un véritable facteur d'angoisse, c'est un rééquilibrage de la balance stratégique à l'échelle régionale. En plus, il y a cette peur permanente de l'anéantissement qui joue. On estime qu'Israël a 200 têtes nucléaires mais, vu sa taille, il suffirait d'une seule explosion nucléaire pour provoquer une hécatombe à l'échelle du pays. On peut dire que le gouvernement israélien affaiblit lui-même son argument en se dotant depuis les années 1960 de

l'arme nucléaire. Cela constitue une invitation permanente pour ses voisins à se doter d'armes de destruction massive pour équilibrer les forces. Lorsqu'il s'agit de dire zone dénucléarisée à l'échelle du Moyen-Orient, cela pose directement la question d'Israël. Ils sont empêtrés dans ces contradictions. Mais avec un gouvernement aussi aventuriste que le gouvernement israélien actuel, on peut supposer que ces gens souhaitent pouvoir agir militairement contre l'Iran. Ils ont demandé, lors des derniers mois de Bush, un feu vert pour passer au-dessus de l'espace aérien irakien sous contrôle des États-Unis pour frapper les installations nucléaires de l'Iran. Mais ce feu vert leur a été refusé. Parce que les États-Unis devraient en subir les conséquences, cela veut dire enflammer la région, pousser l'Iran à faire usage de tous ses moyens de pression. D'autant plus grave qu'on était en pleine crise économique et que cela aurait donné lieu à une flambée des prix du pétrole. Il a été question dans la presse mondiale de tentatives israéliennes d'obtenir un feu vert du gouvernement saoudien, ce qui a entraîné une réponse officielle de l'État disant qu'il n'admettrait pas que l'on survole son espace aérien pour attaquer n'importe quel État voisin.

Ils ne peuvent donc pas utiliser leur point fort qu'est l'aviation sans passer au-dessus d'autres pays. Ils sont dans cette situation qui n'est pas sans rapport avec le fait qu'ils se défoulent sur le Hezbollah au Liban ou sur le Hamas.

Ce qui semble une plus grande probabilité, c'est qu'ils essayent de s'en prendre au Liban au Hezbollah, à la Syrie... on pourrait imaginer une volonté israélienne de changer le rapport de forces, d'affaiblir les alliés de l'Iran, de manière à faciliter une possible intervention américaine contre l'Iran, en disant «vous avez moins à craindre en y allant». Il n'est pas sûr qu'Israël ait le courage de se lancer dans une opération dont ils ont vu, en 2006, que ce n'était pas si facile.


L'Égypte a levé le blocus, peuvent-ils perdre leur alliés dans la région ?

Leur image est détériorée chez leurs alliés traditionnels et encore plus chez ceux qui

ont des alliances un peu embarrassées avec Israël. Le gouvernement égyptien a ouvert sa frontière avec Gaza pour l'aide humanitaire, ce qui ne fait que souligner à quel point c'était une véritable collusion avec Israël et que rien ne l'obligeait à collaborer, au sens le plus péjoratif du terme, à cet étranglement de Gaza.

La Turquie qui était un allié plus solide a connu des changements depuis l'agression contre Gaza fin 2008/2009, pour plusieurs raisons : l'opinion publique turque est très remontée contre Israël et a réagi fortement en 2009 et le gouvernement Erdogan a besoin de s'appuyer sur une base sociale à l'intérieur, face à la pression qu'il subit de la part de l'institution militaire, des kémalistes, etc. C'est un gouvernement qui mène une bataille politique à l'intérieur du pays. Cette affaire a été exploitée par Erdogan depuis son esclandre à Davos en 2009. À cela s'ajoute le fait que la Turquie, le capital turc, les petites et moyennes entreprises, en particulier, bien représenté par le gouvernement actuel, avait placé de forts espoirs dans l'adhésion à l'Union européenne, espoirs qui se sont évaporés. Il y a une forte offensive du capital turc en direction du monde arabe et musulman, de l'Égypte, de l'Iran. Les exportations turques sont en pleine croissance. Cela favorise une réorientation de la Turquie vers le monde arabe. Il y a quelques années, il y avait une collaboration militaire avec Israël en tant que membre de l'Otan aussi. L'infléchissement de la politique turque est réel mais n'a pas atteint le stade d'une rupture avec Israël. Finalement la réaction turque est elle aussi modérée et timide.

Quels sont, selon toi, les différents scénarios possibles ?

S'il y a une région où on ne peut faire de prédiction même pour les mois qui viennent... c'est bien celle-là. Il semble que pour Gaza, la flottille a réussi à faire bouger les choses, même si c'est en partie à cause de la façon très maladroite dont Israël a réagi. Gaza va sentir la différence. On peut prévoir que les conditions qu'a subies Gaza depuis 2007 vont être allégées. Au-delà, je ne ferai pas de pronostic. C'est en permanence une situation tendue, dangereuse, et il faut toujours s'attendre au pire et le pire le plus probable, c'est l'action militaire contre le Liban et la Syrie ou le Liban seul, ça c'est tout à fait possible. Contre l'Iran, ce n'est pas l'envie qui manque mais il faudrait avoir les moyens de l'envie. 

| 1. American Israel Public Affairs Committee

Où en est le mouvement israélien contre l'occupation?

PAR MICHEL WARSCHAWSKI

Bien que les manifestations du 4 juin aient été plus nombreuses que celles de ces dernières années, le mouvement pacifiste en Israël traverse une crise depuis le début de la décennie. Si les militants restent présents, ils trouvent beaucoup plus difficilement écho dans l'opinion publique modérée.

Quatre à cinq mille personnes ont participé à la manifestation du 5 juin à Tel Aviv qui, traditionnellement, commémore le jour anniversaire de l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan. Un bon score si on le compare aux années précédentes où nous étions en général entre 1000 et 2000. D'autant plus que, la veille, plusieurs centaines d'Israéliens s'étaient joints à plus d'un millier de Palestiniens pour manifester à Beit Nuba-la Neuve, du nom d'un des villages palestiniens de la Poche de Latroun rasés au lendemain de la guerre de Juin 1967.

Certes, l'impact de la crise internationale provoquée par la flottille Free Gaza est pour beaucoup dans la participation relativement élevée à la manifestation de Tel Aviv. Nombreux sont les modérés israéliens qui réalisent que la politique de l'extrême droite au pouvoir risque de mener l'État d'Israël à la catastrophe, et que son isolement international risque d'avoir de graves répercussions à moyen terme et certainement à long terme. Ce qui (re)motive les pacifistes modérés c'est, en premier lieu, la crise

avec l'administration nord-américaine: on peut se fâcher avec le monde entier tant que les relations avec la Maison Blanche restent au beau fixe, mais si des nuages s'accroissent au-dessus de l'alliance stratégique qui lie les deux pays, il y a lieu de se faire du souci.

Cela dit, le mouvement dit pacifiste n'est pas encore sorti de la crise structurelle dans laquelle il se trouve depuis 2000. Dès son apparition, au cours de la première guerre du Liban en 1982, le mouvement de la paix était fait de deux composantes, ce que le journaliste Uri Avneri appelle «*le mécanisme de la grande roue et la petite roue*». La petite roue est constituée par les organisations militantes, motivées par la défense du droit et des droits, actives en permanence contre la politique de guerre et de colonisation des divers gouvernements israéliens. Dès qu'une nouvelle agression est perpétrée, ses composantes diverses se mobilisent pour réagir et protester. Le plus souvent ensemble, dans le cadre de la coalition contre l'occupation ou contre la guerre ou contre le siège de Gaza, selon l'enjeu immédiat. Cette aile, que l'on appelle par-

fois «*radicale*», du mouvement de la paix est composée des organisations de femmes pour la paix, du mouvement Gush Shalom, des partis de gauche, d'ONG comme les Rabbins pour les droits de l'homme ou le Centre d'information alternative, ainsi que de groupes militants plus jeunes comme les Anarchistes contre le Mur. Elle peut mobiliser plusieurs milliers de manifestants.

La grande roue est – ou, plutôt, était – composée d'une partie de l'opinion publique modérée qui craint les implications politiques, diplomatiques et morales de la politique de guerre et d'occupation, même si une de ses caractéristiques est précisément de commencer par soutenir l'effort de guerre / répression et le discours sécuritaire qui le sous-tend. Elle était fortement représentée dans les partis de centre-gauche (Parti travailliste, Meretz) et pouvait donc avoir un poids réel sur les décisions politiques.

La petite roue qui met, petit à petit, en branle la grande roue, c'est bien là le mécanisme du



© Photothèque rouge-Milo



mouvement de la paix israélien. Et ce mécanisme a été d'une grande efficacité entre 1982 et 2000: c'est lui qui a créé les conditions du retrait du Liban après le fiasco de 1982-1984; c'est lui qui a forcé la main du gouvernement israélien pour reconnaître l'OLP et ouvrir les négociations d'Oslo et de Washington.

OÙ EN SOMMES-NOUS, AUJOURD'HUI ?

Si la petite roue a perdu un peu de ses forces et ne mobilise plus que quelques milliers de manifestants, elle reste une réalité visible et tangible dans la politique israélienne et, comme l'a montré la manifestation du 5 juin, maintient ses positions. Le problème, c'est la disparition de la grande roue, que représentait en particulier la Paix Maintenant. Si la présence, acquise depuis deux ans, d'un représentant de la Paix Maintenant aux réunions du collectif national des organisations qui luttent contre l'occupation et la guerre, et la participation de ce mouvement aux manifestations unitaires sont des avancées symboliques dans l'unité d'action contre la politique gouvernementale, elles marquent cependant la groupuscularisation d'un mouvement qui avait une base de masse et pouvait mobiliser des dizaines de milliers de personnes. La Paix Maintenant n'est plus qu'un groupe parmi d'autres, comme le Gush Shalom ou Ta'ayush, bien moins significatif que le comité d'action contre la colonisation, Cheikh Jarah ou que les Anarchistes contre le Mur.

Il reste, évidemment, à expliquer cette disparition d'un mouvement qui avait pourtant joué un rôle essentiel sur la scène politique israélienne. Celle-ci est due à la conjonction de deux facteurs: le grand mensonge d'Ehoud Barak, en août 2000 et le 11 septembre. En août 2000, Barak est revenu du sommet de Camp David en affirmant que tous ceux qui avaient cru – et, en particulier, Yitzhak Rabin – qu'Israël avait un partenaire pour négocier

une paix israélo-palestinienne en la personne de Yasser Arafat se trompaient gravement. Lui, Ehoud le Grand, avait les preuves que derrière la soi-disant modération du leader de l'OLP se cachait un plan diabolique d'éradication d'Israël. Venant d'Ehoud Barak, qui avait été élu sur un programme de paix, c'étaient, pour les pacifistes israéliens, des paroles d'Évangile. Deux ans plus tard, ce misérable personnage reconnaîtra qu'il avait menti; mais c'était trop tard car, entre-temps, il y avait eu le 11 septembre qui confirmait, après coup, qu'Israël se trouvait en première ligne d'un clash des civilisations entre l'Islam et l'Occident judéo-chrétien, et que la guerre préventive menée à partir d'août 2000 par le trio néoconservateur Netanyahou-Barak-Sharon était indispensable.

Les deux victimes du grand mensonge de Barak furent son propre parti, devenu groupusculaire au détriment d'une droite extrême, hégémonique dans l'opinion publique et à la Knesset, et la Paix Maintenant qui, en quelques jours, a disparu du paysage politique israélien, après que tous ses dirigeants et porte-parole eurent publiquement fait amende honorable et demandé pardon à la droite qui avait vu juste sur la véritable nature du mouvement national palestinien et ses plans éradicateurs.


Cette disparition de la Paix Maintenant que le journaliste israélien Guideon Levy considère comme irréversible change évidemment le rôle de l'aile dite radicale du mouvement qui, de catalyseur d'une mobilisation de masse pouvant peser sur les décisions politiques nationales, redevient un mouvement cantonné dans la protestation et la dénonciation.

Il faut souligner, en outre, un second changement majeur et négatif dans le mouvement anti-occupation: la cassure entre Juifs et Arabes. Depuis 1982, la force du mouvement antiguerre et anti-occupation, à la fois d'un point de vue quantitatif et

d'un point de vue symbolique, était le résultat d'une mobilisation judéo-arabe commune. Dans toutes les grandes manifestations, des milliers – parfois des dizaines de milliers – d'Arabes se mobilisaient aux côtés des militants anticolonialistes juifs. C'était d'ailleurs une des différences avec les rassemblements de la Paix Maintenant qui étaient composés presque uniquement de juifs... et de sionistes, comme ses porte-parole aimaient le souligner.

Depuis 2000, les Palestiniens d'Israël ne viennent plus manifester à Tel Aviv; c'est dans leurs villes et leurs villages qu'ils se mobilisent (50 000 personnes à Nazareth lors de l'agression contre Gaza, il y a un an et demi), ce qui explique, en partie, les dimensions modestes des manifestations dites «nationales», qui deviennent de plus en plus des initiatives de militantEs juifs uniquement.

Cette cassure doit nous interpeller, car elle montre que la politique de séparation ethnique a également contaminé le mouvement anticolonialiste, contribuant ainsi à son affaiblissement.

Contrebalancent, dans une certaine mesure, ce recul, les liens étroits qu'a réussi à créer la nouvelle génération militante. Que ce soit à Bil'in, à Cheikh Jarah ou à Silwan, jeunes militants palestiniens et israéliens ont su, à travers leur propre chemin, créer une coopération forte qui, contrairement aux générations précédentes, s'est forgée dans l'action plutôt que sur un travail idéologique et programmatique. En ce sens, elle est dans l'esprit de notre temps et participe de cette nouvelle dissidence qui a émergé, il y a une décennie, à Seattle et a été le socle sur lequel se sont développés les forums sociaux. En ce sens, malgré ses spécificités, l'état du mouvement anticolonialiste israélien n'est pas très différent de celui du mouvement social global. 



© Photothèque rouge-Milo

EUROPE

une nouvelle guerre sociale

PAR FRANÇOIS SABADO

Les plans d'austérité adoptés par les gouvernements européens marquent un tournant majeur de la situation internationale. Il s'agit d'une attaque brutale contre les conditions de vie de millions de travailleurs. Ce ne sont pas des plans de « rigueur » comme il y en a déjà eu par le passé, mais une remise en cause radicale de ce qui reste du modèle social européen.

La crise aggrave qualitativement la concurrence entre les USA, la Chine et l'Europe. Pour tenir leurs positions et en conquérir de nouvelles, les classes dominantes en Europe doivent balayer tout ce qui fait obstacle, dans leur pays, à cette compétition mondiale. Pour les marchés financiers et certains dirigeants de la classe capitaliste, il faut baisser de 15 à 20% le pouvoir d'achat des classes populaires, démanteler la sécurité sociale, disloquer les services publics.

L'EUROPE ET LE « BASCULEMENT DU MONDE »

La crise révèle de nouveaux rapports de forces à l'échelle mondiale qui, à leur tour, montrent un « basculement du monde ». L'Europe est non seulement frappée de plein fouet par la crise, mais largement affaiblie dans la concurrence capitaliste mondiale. L'ampleur de la crise économique et financière sur le continent a maintenant débouché sur une crise des États. Les crises bancaires internationales, conjuguées à la récession économique, rebondissent presque toujours en crises de dettes souveraines. Les lieux où elles se répercutent sont les maillons faibles de l'économie mondiale. L'actuelle explosion de la dette publique est bien entendu la résultante des politiques néolibérales depuis la fin des années 1970, mais si elle affecte à ce point l'Europe, c'est d'abord parce que sa position économique dans la compétition mondiale s'est dégradée ces dernières années, et parce que les faiblesses structurelles de l'Union européenne (UE) se sont une fois de plus confirmées.

Le vieux continent reste une des zones économiques et sociales les plus développées de la planète, mais depuis maintenant une cin-

quantaine d'années, il est confronté à une érosion de son rythme de croissance. Les taux de croissance annuels moyens en Europe ont reculé régulièrement : 4,5% de 1965 à 1974, 2,5% de 1975 à 1984, 1,9% de 1985 à 2004, 0,8% de 2005 à 2009. Dans le même sens, la croissance tendancielle des principaux pays d'Europe décélère. Les prévisions pour la prochaine décennie, après le choc de la crise actuelle, accusent le même trait, en ne tablant que sur une croissance autour de 1 à 1,5%. L'Europe perd du terrain face à l'économie nord-américaine pour laquelle est prévu un taux de croissance de 3%. Ensemble, les États-Unis et l'Europe verraient leurs positions reculer face à la croissance attendue des pays réunis sous l'acronyme Bric : 10% pour la Chine, 7% pour l'Inde, 6% pour le Brésil, 5% pour la Russie.

NON PAS UN, MAIS DES CAPITALISMES EUROPÉENS

Il y a « des capitalismes européens », avec des intérêts propres à chaque classe capitaliste sur le plan national et international, et non « un capitalisme européen » en tant que tel. La globalisation capitaliste a projeté les économies et les projets de chaque bourgeoisie directement sur le plan mondial, en utilisant l'UE comme une grande zone de libre échange, mais sans

qu'il y ait eu de construction d'un ensemble économique cohérent.

Si cela s'est passé ainsi, c'est sûrement parce que la logique de la recherche du profit maximum et de la concurrence internationale, dans cette deuxième moitié du xx^e siècle, empêchait la constitution d'un ensemble cohérent, et qu'à la différence de la constitution des États nationaux, aux xviii^e et xix^e siècles, qui résultait de l'unification du marché capitaliste dans les différents pays et de formidables aspirations démocratiques, l'UE ne s'est appuyée ni sur un capitalisme européen ni sur un élan démocratique, bien au contraire. Certes, la construction capitaliste européenne a écarté les politiques de repli nationaliste. Il y a eu des avancées sur le plan des alliances et de l'interpénétration des capitaux européens, mais il n'en est pas résulté de capital européen en tant que tel. Du coup, les « dynamiques divergentes » jouent à plein en fonction de la place de chaque pays dans l'économie mondiale et dans la division capitaliste du travail : la Grande-Bretagne avec sa puissance financière, l'Allemagne avec ses biens d'équipements industriels, la France avec ses

© wikimedia commons



spécialisations adossées à une industrie d'État comme le nucléaire, l'industrie d'armement, l'aéronautique ou les transports... Les classes dominantes n'ont pas construit de «grands groupes européens pour un capitalisme européen». Les grandes entreprises en Europe croisent leurs capitaux, leurs techniques avec d'autres groupes mondiaux et la concurrence entre pays s'exacerbe.

Sans base économique propre, il ne pouvait y avoir de constitution d'un État bourgeois européen en tant que tel. L'UE est dotée de fonctions étatiques partielles, segmentées, mais pas d'une politique globale, socio-économique, militaire ou extérieure. La crise a révélé à nouveau l'incapacité structurelle de gouvernance de l'Europe. Et l'ampleur de la crise économique, bancaire, et financière sur le continent débouche maintenant sur une crise des différents États. Dans ces conditions, on peut distinguer trois scénarios possibles pour l'Union européenne.

PREMIER SCÉNARIO: LES REPLIS NATIONAUX

Il pourrait se réaliser de différentes manières, par l'éclatement mais aussi par une lente désagrégation de l'UE, qui verrait chaque bourgeoisie, et avant tout la bourgeoisie allemande, jouer sa propre carte. Dans une telle situation, la Grande-Bretagne se désengagerait de l'Union européenne. La France serait écartelée. La concurrence entre les différentes classes capitalistes se déchaînerait. La crise s'approfondirait. Y aurait-il alors un risque d'une décomposition de l'Europe en nationalismes économiques?

Dans ce premier scénario, la crise aiguise la concurrence, menaçant de la transformer en guerre économique. Le commerce et les échanges mondiaux se contractent. Les situations d'urgence accroissent ainsi les pressions en faveur de politiques «protectionnistes», voire réactionnaires et xénophobes. Sur le plan politique, la poussée des droites nationalistes et réactionnaires impose certains choix qui contrarient les options fondamentales des principales bourgeoisies.

La préservation des positions des États dans un monde globalisé les oblige cependant à poursuivre leur intégration dans l'économie mondiale et les institutions internationales. Dans une situation de crise, on ne peut exclure des tournants brusques, mais l'hypothèse d'un éclatement de l'UE n'est pas, à cette étape, la plus probable. L'expérience historique, tout comme les intérêts de chaque bourgeoisie, les poussent à écarter la tentation nationaliste et

à essayer de déployer des solutions capitalistes à la crise dans le cadre de l'UE.

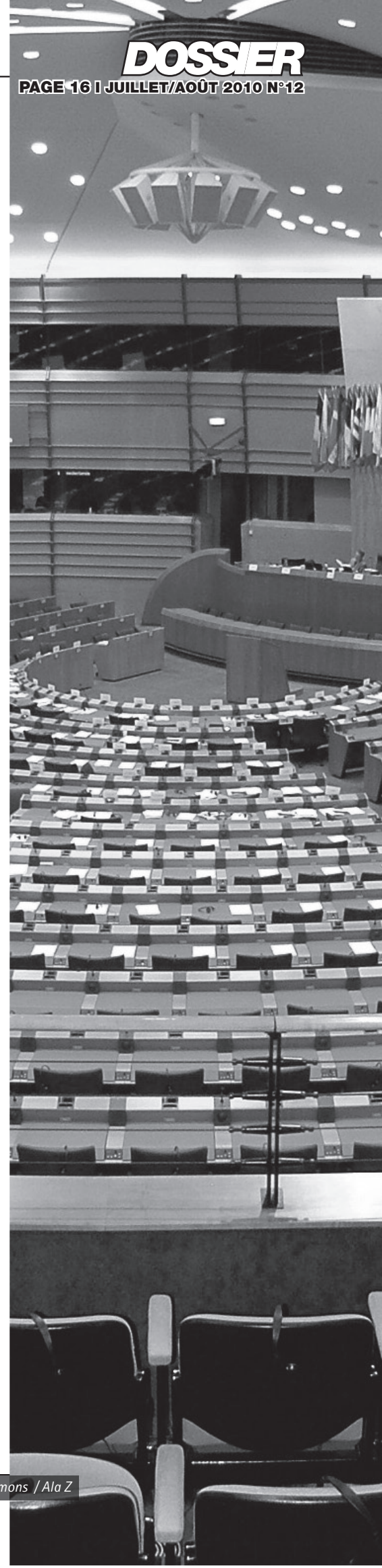
LE SCÉNARIO DOMINANT: LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Depuis la crise grecque, les plans d'austérité se sont généralisés à toute l'Europe. Ils ne sont pas conjoncturels, mais s'inscrivent dans un processus de transformation structurelle de l'Europe capitaliste. Adaptées à la réalité socio-économique et politique de chaque pays, les grandes lignes de ces plans reprennent les mêmes axes: réduction des déficits, gel des dépenses, réduction du nombre des emplois publics, baisses des salaires et des pensions, allongement de la durée du travail en différant l'âge légal de départ à la retraite. L'objectif de réduction des déficits va jusqu'à l'exigence allemande, relayée par la France, de faire contrôler les budgets de chaque État par les institutions européennes, en fait par l'Allemagne.

Ces exigences ont une double conséquence: d'abord, aggraver les tensions entre les différents États (imposer la politique franco-allemande dans une zone marquée par les écarts de productivité et d'efficacité que l'on sait, ainsi que par un «développement divergent» en particulier entre l'économie allemande et celles du sud de l'Europe, peut conduire à l'éclatement), ensuite, étouffer la croissance. Les diminutions de salaires comme les suppressions d'emplois et de services publics vont provoquer une baisse de la demande, qui amplifiera le cycle récessif que connaît actuellement l'économie européenne. Surtout que la dominante de la politique de l'UE n'est pas la coordination pour des plans de relance économique, mais au contraire des plans de restriction budgétaire. Comme l'explique Michel Aglietta, *«imposer à la Grèce une austérité écrasante en feignant qu'elle va s'en sortir toute seule dans un contexte de récession interne, de spirale déflationniste probable et de croissance européenne au mieux très faible, c'est installer une bombe à retardement qui peut coûter très cher à toute l'Europe»*. Pourtant, en fonction de ses intérêts bien compris, le capitalisme allemand ne saurait se satisfaire de l'éclatement de l'UE. Les classes dominantes globalisées ont au contraire intérêt à respecter un certain équilibre préservant la zone euro. L'Allemagne ne réalise-t-elle pas les trois quarts de ses excédents commerciaux en Europe?

LE SCÉNARIO ANTICAPITALISTE

Puisque la catastrophe est là, il faut prendre tous les moyens pour la conjurer. La première réponse anticapitaliste, c'est de





traduire concrètement dans une série de mesures d'urgence le mot d'ordre des manifestations grecques: «*ce n'est pas aux travailleurs et aux peuples de payer la crise, c'est aux capitalistes!*»


Revendiquer des augmentations de salaires, rejeter tous les plans de suppression d'emplois, refuser toutes les privatisations, défendre les services publics, la sécurité sociale et les retraites, ces revendications peuvent unifier les travailleurs et les peuples d'Europe en une contre-offensive. Mais le rejet des plans d'austérité doit s'accompagner d'une politique d'ensemble qui s'attaque à la logique capitaliste, propose une autre répartition des richesses et n'hésite pas à remettre en cause la propriété capitaliste. Dans ce cadre, les revendications directement déployées contre le capital financier doivent prendre une toute autre dimension, comme l'indique Frédéric Lordon: «*voilà où les taxes sur les transactions financières trouvent leur pertinence. Mais pas avec des taux microscopiques à la Tobin qui ne voulait que "mettre un peu de sable dans les rouages". Ce ne sont pas de menus grains de sable qu'il faut balancer dans la machine mais quelques bons pavés fiscaux. Tout le monde a idée de l'énormité du volume des transactions et de ce que leur taxation peut rapporter comme recettes phénoménales. De quoi rembourser les dettes publiques, aider au financement des retraites. Les amis de la banque vont hurler qu'on veut tuer la finance. Ils n'auront pas tort.*»

Il faut effectivement des solutions radicales pour répondre à cette «*crise de la dette*». Contrairement à l'intoxication des campagnes médiatiques gouvernementales, ce ne sont pas les peuples qui dépensent trop, mais les politiques néolibérales qui ont asséché les finances publiques en faisant des milliards d'euros de cadeaux aux plus riches qui, à leur tour, spéculent sur les marchés de la dette. Annulation de la dette publique, audit citoyen pour annuler cette dette, expropriation des banques pour les transférer au secteur public, nationalisation des banques ou service public bancaire unifié sous contrôle des travailleurs et des peuples, voilà quelques revendications qui sont avancées par le comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) ou dans des appels internationaux soutenus par la gauche révolutionnaire britannique, le Bloc de gauche portugais et le NPA.

Sur le plan européen, ces propositions exigent la rupture avec l'Union européenne. L'Europe est bien la bonne échelle pour avancer des solutions à la crise. C'est à ce niveau que doivent se déployer un projet de coopération étroite dans la mise en commun des ressources hu-

maines et technologiques, des besoins sociaux, de projets industriels, d'innovations portées par les économies d'énergies, la substitution vers les énergies renouvelables et la protection de l'environnement, de nouvelles relations avec les peuples du Sud. Mais cela ne peut se faire dans le cadre de l'Union européenne, qui est fondée sur la «*concurrence libre et non faussée*» des capitaux et la recherche du profit maximum. Cela ne peut se faire non plus, vu l'ampleur de la crise, dans le cadre de replis nationaux, même si la lutte peut commencer sur le plan national, en y ouvrant des brèches dans la domination capitaliste. Il faut une réponse européenne à la crise, mais une réponse en rupture avec l'UE. La crise exige des solutions radicales sur le plan socio-économique comme sur le plan démocratique. Il faut mettre à bas le type de construction européenne faite à ce jour, rejeter les traités européens, démanteler les institutions actuelles et ouvrir un processus constituant pour une nouvelle Europe au service des travailleurs et des peuples.

Cette orientation est aussi une réponse à la crise politique qui frappe aujourd'hui les pays d'Europe. Elle s'oppose bien entendu à la droite. Elle s'oppose aussi à celle des partis socialistes européens. Ces derniers appliquent avec zèle les plans d'austérité en Grèce, en Espagne, au Portugal. Sans oublier le grand argentier du FMI, dirigeant du Parti socialiste en France, Strauss-Kahn.

Là aussi, la crise agit comme un décapant. Les gauches radicales antilibérales et anticapitalistes ont rejeté les plans d'austérité capitalistes soumis dans les différents parlements. Elles se sont opposées à la droite mais aussi à la social-démocratie lorsque celle-ci gouverne. La crise montre bien, une fois de plus, qu'on ne peut pas défendre les intérêts des travailleurs et des peuples et en même temps soutenir ou participer à des gouvernements dominés par les partis socialistes qui gèrent l'État et l'économie capitalistes. Pourtant, certains, comme Le Front de gauche en France ou Die Linke en Allemagne, gardent toujours comme perspective un soutien ou une participation à des gouvernements avec la social-démocratie. Comment se battre contre les plans d'austérité en défendant une telle perspective? Il y a là une contradiction. La crise renforce la nécessité d'une politique indépendante de la social-démocratie. Seule une perspective cohérente liant le refus des plans d'austérité, un programme défendant la satisfaction des besoins sociaux et un gouvernement anticapitaliste peut constituer une véritable alternative à la crise actuelle. 

EUROPE

PAR FRÉDÉRIC GUDÉA

LE MAILLON FAIBLE?

Les mensonges de Sarkozy et de la plupart des commentateurs « autorisés » sur le fait que la crise serait bientôt derrière nous apparaissent désormais pour ce qu'ils sont. La crise de la dette grecque n'est qu'un moment d'une crise générale de surproduction, qui place les banques et les États qui les ont soutenues en première ligne, et l'Europe au cœur de la tourmente.

Le 31 décembre 2009 au Palais de l'Élysée, Nicolas Sarkozy présentait ses vœux :

«L'année qui s'achève a été difficile pour tous. Aucun continent, aucun pays, aucun secteur n'a été épargné. La crise éco-

nomique a imposé de nouvelles peines, de nouvelles souffrances, en France comme ailleurs. Je pense en particulier à ceux qui ont perdu leur emploi. Cependant notre pays a été moins éprouvé que beaucoup d'autres. Nous le devons à notre modèle social qui a amorti le choc, aux mesures énergiques qui ont été prises pour soutenir l'activité et surtout pour que personne ne reste sur le bord du chemin [...]

«Mes chers compatriotes, même si les épreuves ne sont pas terminées, 2010 sera une année de renouveau. Les efforts que nous faisons depuis deux ans et demi vont porter leurs fruits. Dans ce moment si crucial nous devons rester unis comme nous avons su l'être au plus fort de la crise.»

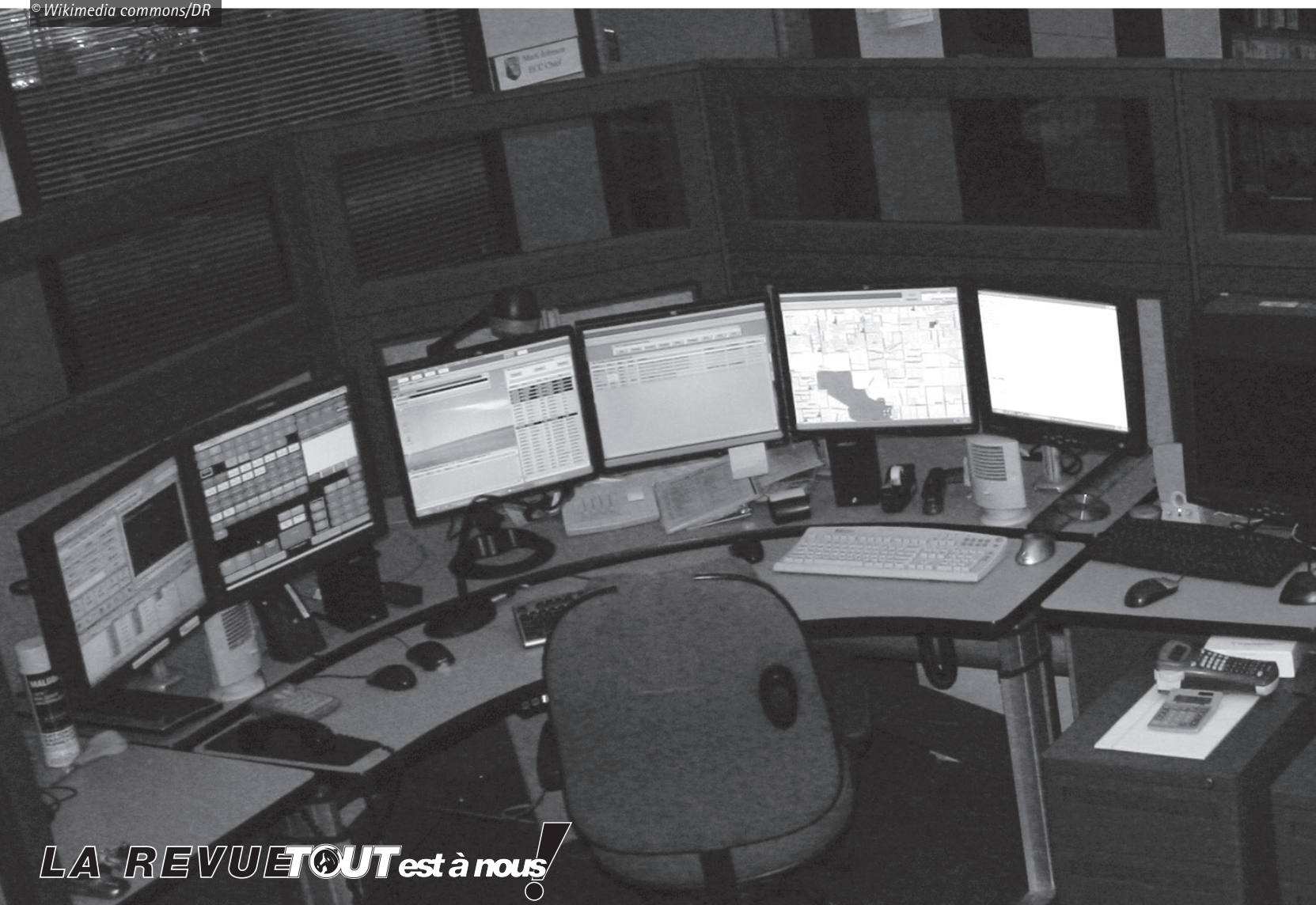
SAUVER LES BANQUES...

Quel chef-d'œuvre de démagogie ! Sarkozy veut nous faire croire qu'il pense en parti-

culier à ceux qui ont perdu leur emploi... Que sait-il des peines et des souffrances des classes populaires, lui qui passe ses vacances avec ses amis milliardaires Bolloré, Bouygues et Lagardère ? Il sait une chose, c'est qu'il a peur que nos peines, nos souffrances, nos humiliations se transforment en colère, en révolte.

Sarkozy ment, car il sait que l'année 2009 a vu une explosion du chômage. Les patrons ont fait du chômage technique et des licenciements records pour rétablir leurs profits. Ils ont mis un nombre record d'entreprises en faillite. Le taux de chômage officiel est passé de 8 à 10%, les chômeurs de longue durée de 700 000 à 1,3 million et, pire encore, le nombre de chômeurs en fin de droits a augmenté de 35%. En 2010, 1 million de demandeurs d'emploi vont perdre leurs droits à l'assurance chômage.

© Wikimedia commons/DR



En France comme ailleurs en Europe, les «mesures énergiques» prises en 2009 par les gouvernements visaient principalement deux objectifs. D'une part, essayer de consolider un système bancaire craquant de partout sous le poids des dettes accumulées par les consommateurs, les entreprises et les États depuis les années 1980. D'autre part, éviter une récession trop profonde en stimulant la demande. Le seul levier disponible était d'endetter les États.

En un an, l'endettement des États rapporté au produit intérieur brut (PIB) est passé de 60 % à 90 %. Dans le même temps, le ralentissement de l'économie, la baisse de la production, du commerce et de la consommation et la montée du chômage ont fait fondre les recettes. Hausse des dépenses pour sauver les banques et stimuler la demande d'un côté et baisse des recettes de l'autre. Cela signifie une nouvelle augmentation du déficit. En France, le déficit est passé de 2,7 % du PIB à 7,8 % en 2009. Pour continuer de fonctionner, les États n'ont pas d'autre solution que de s'endetter à nouveau pour combler le déficit. Si, comme le disait Sarkozy, 2010 sera une année de «renouveau», il s'agira d'un renouveau de la crise.

UNE CRISE «AMÉRICAINNE» ?

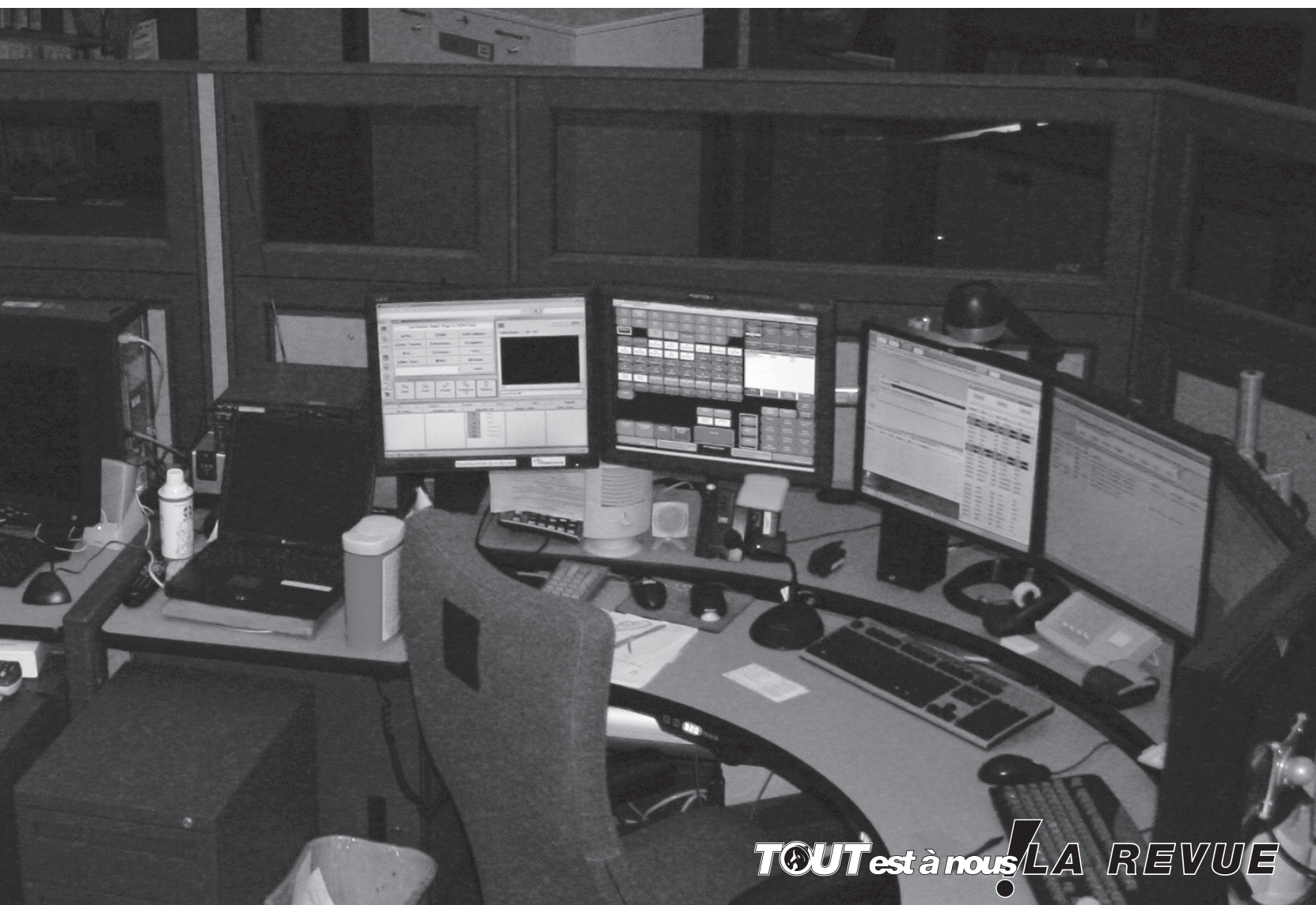
Depuis 2007, les économistes bourgeois de droite comme de gauche nous répétaient que c'était une crise américaine. On l'appelait d'ailleurs «la crise des subprimes». Dimanche 9 mai 2010 à Francfort, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE) a dû finalement avouer publiquement une demi-vérité : la crise est maintenant une crise de l'euro. La zone euro est une zone monétaire qui regroupe seize pays qui ont fait le choix de l'euro comme monnaie unique, soit 322 millions d'habitants en Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovaquie.

En 2009, le PIB de la zone euro a chuté de 4%. Depuis janvier 2010, l'euro a perdu 17% de sa valeur contre le dollar. Il a fallu un premier plan de sauvetage de la Grèce, puis un plan de sauvetage de l'euro de 750 milliards d'euros.

Mais l'incompréhension est générale. La confusion des esprits sur les causes et les conséquences de la crise atteint ainsi des sommets dans la note économique de la CGT n°129, publiée fin mai 2010 : «*L'instabilité croissante des marchés financiers témoigne du fait que des centaines de milliards d'euros de l'argent public mobilisé depuis un an et demi pour sauver les*

financiers et les banquiers n'ont pas mis fin aux causes profondes de la crise en cours, à savoir la déflation salariale et la suraccumulation de capitaux financiers.» Cette analyse est fautive, et d'une analyse fautive ne peuvent émerger que de fausses solutions. La crise actuelle est une nouvelle forme particulière de crise classique du capitalisme, comme Karl Marx l'a analysée¹. La recherche du profit maximum pousse à produire toujours plus de marchandises et ceci peut conduire à une crise générale lorsque la production excédentaire n'est plus absorbée par la consommation. La surproduction apparaît. La surproduction de marchandises sont des conséquences de la crise et non des causes.

La déflation salariale est une des façons d'accroître la plus-value mais n'est pas une cause en soi. Pour Marx et pour les marxistes, la seule véritable cause de la crise c'est l'accroissement incessant de la plus-value pour réaliser le profit maximum. Ce n'est pas la spéculation en tant que telle qu'il faut mettre en cause car même si elle est choquante, ce n'est qu'une autre façon d'accroître la plus-value. Mais la direction de la CGT a depuis longtemps jeté Marx aux orties. Au lieu



de parler d'une crise européenne, la CGT parle d'une crise grecque et, pire encore, elle veut à toute force montrer que la France et les autres pays de l'Union européenne n'y sont strictement pour rien: «*N'étant pas à l'origine de la crise, la France, comme les autres pays de l'Union européenne, en subit pourtant plus fortement les conséquences.*»

Elle reprend en fait la même analyse que Jean-Claude Trichet: «*À présent la croissance économique est plus forte aux États-Unis et en Asie. Par contre, la reprise économique est médiocre et fragile en Europe. L'Europe qui n'a pas été à l'origine de la crise, subit plus lourdement ses conséquences. Ce déséquilibre ouvre de nouvelles occasions pour les spéculateurs, tant en ce qui concerne les titres émis par les États qu'en ce qui concerne les taux de change. En effet, parallèlement à la spéculation sur les titres d'État, l'euro a fait aussi l'objet d'une spéculation à la baisse. Cette vague spéculative est fondée sur les menaces de l'éclatement de la zone euro, voire sur l'existence même de la monnaie unique.*»

LEUROPE ET LE COMMERCE MONDIAL

La théorie d'une économie idéale fondée sur des marchés en équilibre est au cœur des analyses de la CGT comme de la BCE. Cette fiction de l'économie bourgeoise est presque tenable dans les périodes d'expansion où les marchés sont proches de l'équilibre mais en période de crise, elle est totalement incapable de rendre compte des événements. Pour comprendre la crise de la zone euro, reparçons de l'analyse de Marx. Le phénomène caractéristique des crises est l'apparition d'une surproduction de marchandises. On devait donc logiquement trouver une forte chute du commerce mondial. Et c'est le cas. Pascal Lamy, socialiste fran-

çais et directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) nous apprend qu'en 2009, le commerce mondial s'est effondré de 12%!¹

Les seize pays de la zone euro sont les premiers contributeurs mondiaux au commerce mondial: ils pèsent ensemble 29% du commerce mondial. On comprend pourquoi une crise de surproduction de marchandises a un impact bien plus fort dans la zone euro qu'aux États-Unis, qui ne pèsent que 10% dans le commerce mondial, ou qu'en Chine qui en représente 8,5%. La mauvaise santé des économies de la zone euro inquiète Barack Obama et les dirigeants chinois. Ils incitent les gouvernements à agir plus fermement, mais cela s'avère compliqué. Ces seize pays ont une monnaie unique, mais des intérêts divergents. Au-delà de leurs divergences, leurs classes dominantes et leurs gouvernements sont d'accord sur une seule chose, les classes populaires vont payer cash, au prix fort, la totalité la facture de la crise du capitalisme.


UNE DÉGRADATION CONTINUE

Malgré le plan de stabilisation de l'euro annoncé le 9 mai par la BCE et les gouvernements de la zone euro, la situation se dégrade sans cesse. Les banques de la zone euro sont le maillon faible du capitalisme, la partie émergée de l'iceberg de la crise. D'ici à fin juillet, ce sont un minimum de 440 milliards d'euros que doivent rembourser les États de la zone euro aux banques. Il leur sera très difficile d'effectuer ces remboursements en totalité. Une banque américaine a publié une simulation de l'effet dévastateur sur les banques de la zone euro, d'un remboursement partiel à hauteur de 75%. Les banques qui portent ces titres de dettes d'État dans leurs bilans devraient alors les déprécier de 25%. Leur valeur en Bourse chuterait d'autant. Alors on renégocie dans le plus grand secret l'étalement

des ces dettes dans le temps. Dans son rapport du mois de juin, la BCE avoue que jamais le risque systémique n'a été aussi élevé, le risque a dépassé le pic atteint lors de la faillite de Lehmann Brothers³. Les banques européennes préfèrent déposer leur argent liquide à la BCE sur un compte rémunéré à 0,25% plutôt que de prêter aux autres banques.

La BCE estime que plus de 515 milliards d'euros sont des actifs sans valeur dans les bilans des banques européennes et devraient donc être dépréciés. Les banques fragilisées réduisent leur volume de prêt aux particuliers et aux entreprises en tâchant de renégocier les remboursements des dettes des États. Le capitalisme est gravement malade, le cœur et les poumons financiers sont atteints et n'irriguent plus les consommateurs ni les entreprises.

Les économistes bourgeois ne comprennent rien à la crise, mais ils savent compter et leurs idées et leurs calculs sont simples. Comme Marx l'a analysé, le crédit est le credo du capitalisme. Depuis la naissance des dettes publiques et des banques centrales, le manque de foi dans la dette publique a remplacé le péché contre le Saint-Esprit au nombre des péchés mortels.⁴

Les dettes publiques ont servi à acheter des armes en Grèce, à faire des cadeaux sous forme de bouclier fiscal en France, à couler du béton pour construire des appartements vides en Espagne. Qu'importe, il faut payer. Et ceux qui doivent payer, ce sont les classes populaires. Les années qui viennent seront celles de la guerre sociale. Les classes dominantes ne feront pas de prisonniers. 

1. Les crises du capitalisme, Karl Marx, Préface de Daniel Bensaid, Demopolis 2009

2. La Tribune, Entretien avec Pascal Lamy, 2 juin 2010

3. Financial Stability Review, June 2010, ECB. À lire et télécharger gratuitement.

4. Voir La dette publique et la bancocratie, Karl Marx, Tout est à nous! hebdo n° 60.

© Wikimedia commons/DR

LA REVUE  TOUT est à nous!

Libération des femmes

le MLF a 40 ans

PAR LISBETH SAL

Le MLF a 40 ans cette année. C'est l'occasion de revenir sur l'histoire de ce mouvement qui s'est appuyé sur les luttes de 1968. Cet article et l'entretien avec Josette Trat sont principalement centrés sur les premières années du mouvement de libération des femmes.

Si le Mouvement de libération des femmes (MLF) a commencé en France, en 1970, il n'a pas surgi de nulle part. *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, paru en 1949, avait déjà mis en question une des idées reçues les plus ancrées consistant à justifier l'infériorisation des femmes dans la société par leur nature biologique. «*On ne naît pas femmes, on le devient*» a permis d'ouvrir le champ des possibles, puisque si l'oppression est construite, il devenait possible de s'y opposer. Aucun destin, aucune fatalité ne pouvait plus rien justifier. Dans les années 1960, de nombreuses chercheuses ont voulu comprendre les évolutions et la nouvelle situation de la «condition féminine» interrogeant chacune des aspects différents, depuis les divisions sociales entre les hommes et les femmes dans travail jusqu'à la maîtrise de la fécondité². À la fin des années 1960, de petits groupes militants se constituent pour réfléchir à l'ensemble de ces questions. Un des plus anciens est sans doute FMA (Féminin-masculin-avenir) qui met en cause la famille, le mariage et anime des réunions en mai-juin 1968. Car, surtout pour de nombreuses futures militantes du MLF, mai-juin 1968 constitue un moment fondateur. Depuis la grève générale, elles sont nombreuses à s'inscrire dans des cadres collectifs variés, qu'il s'agisse de comités d'action, de syndicats ou d'organisations d'extrême gauche. Certaines s'y sentent mal à l'aise, à la fois enthousiasmées par les thématiques de l'époque et rebutées par les querelles de groupuscules ou les discours ouvriéristes. Tandis que le mouvement féministe commence à se faire entendre aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, des militantes, entrées en politique au moment de mai-juin 1968, trouvent dans le MLF, un sens à leur investissement.

LIBÉRATION DES FEMMES: ANNÉE ZÉRO

À l'automne 1970, *Partisans* sort un numéro spécial *Libération des femmes: année zéro*. Le mouvement féministe n'a donc pas d'histoire. Elle reste à écrire. Les rédactrices de l'ouvrage venant de différents petits groupes ne s'inscrivent ni dans les combats des femmes de la Révolution française ni dans ceux des suffragettes. Elles ne sont pas non plus les héritières des femmes de 1848 ou de la Commune. Entre autres, Christine Dupont (Delphy) y produit *L'Ennemi principal*. Dans sa recherche matérialiste de conditions communes aux femmes, elle y développe l'idée qu'elles partagent le poids de ce qu'elle appelle «l'exploitation domestique.»

En peu de temps, la non-mixité s'impose dans le mouvement. Les féministes américaines avaient déjà fait ce choix, inspirées du mouvement des Noirs qui avaient exclu leurs alliés blancs pour prendre en main leur propre lutte. En mai 1970, des femmes appellent à une réunion à l'université de Vincennes. Les hommes tentent d'y participer. Ils sont chassés. Un texte, «*Contre le terrorisme mâle, la révolution fera le ménage*» paru dans *l'Idiot international* de juillet-août 1970 sort de cette première AG non mixte dans lequel elles expliquent: «*On veut se libérer des libérateurs!*»

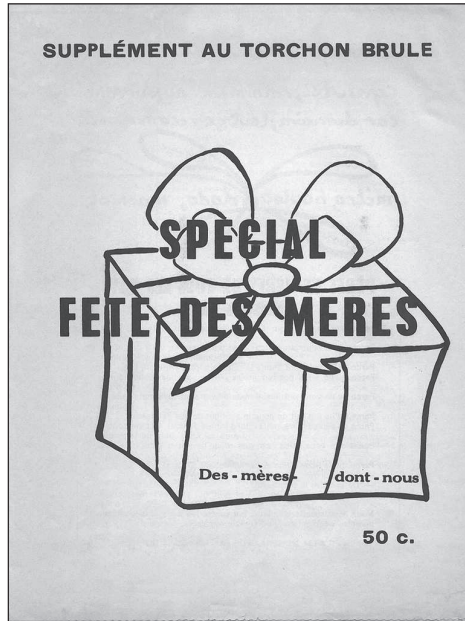
Le 26 août 1970, une poignée de militantes souhaite alors exprimer sa solidarité avec la grève des Américaines pour le cinquantième anniversaire du suffrage féminin aux États-Unis. Elles se rendent alors à l'Arc de triomphe pour déposer une gerbe en l'honneur de la femme du soldat inconnu. La presse parle alors de «Mouvement de libération de la femme» que les féministes transformeront en Mouvement de libération des femmes.

L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT

D'une poignée, le nombre des militantes du MLF grossit vite. Rapidement, elles orientent leur lutte vers le droit à l'avortement. Elles multiplient les actions provocatrices comme lancer du mou de veau sur la tribune du fondateur de *Laissez-les vivre!* en criant: «*j'ai avorté!*». Le 5 avril 1971, *le Nouvel Observateur* publie la «liste de 343 femmes qui ont eu le courage de signer le manifeste *je me suis fait avorter*». Le texte revient sur les conséquences des avortements clandestins, réclame «*l'avortement libre*» et le «*libre accès aux moyens anti-*

© Manuel Vimenet





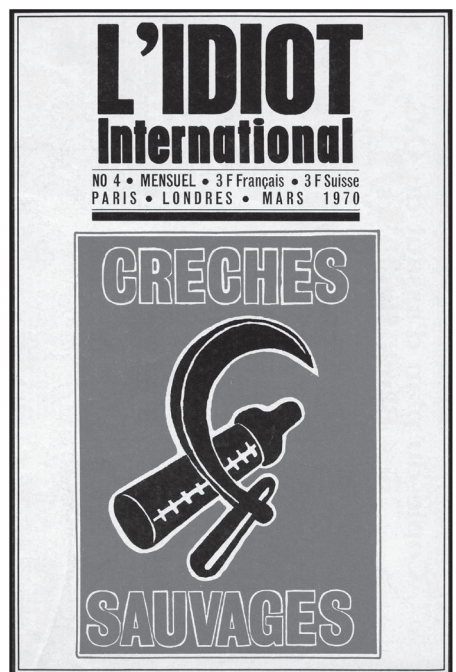
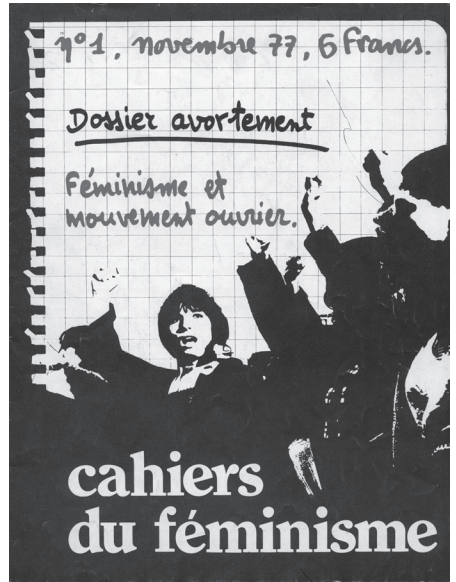
conceptionnels». Et finalement, bien que l'avortement soit réprimé par le code pénal, les signataires ne sont pas inquiétées. Dans le même temps, Gisèle Halimi, avocate des 343, crée l'association Choisir et souhaite organiser un grand procès avec des témoins prestigieux. Mais le mouvement refuse la starification. Le MLF ne veut pas être une organisation. D'ailleurs, quand le MLF appelle pour la première fois à une manifestation, celle-ci s'organise sans service d'ordre, sans mégaphone, avec des ballons multicolores... Le mouvement ne prétend pas représenter les femmes; ses contours se veulent indéfinis; il n'entend pas s'arrêter aux querelles, aux obstacles. Des sensibilités se créent alors. Le journal du mouvement, *Le Torchon brûlé*, reflète cette diversité. La tendance Politique et psychanalyse, animée et fortement polarisée par Antoinette Fouque, développe une orientation essentialiste tandis que le cercle Élisabeth-Dimitriev est animé par des militantes trotskystes. Des regroupements peuvent aussi s'organiser autour d'autres catégories comme femmes mariées, mères célibataires ou gouines rouges.

D'UN MOUVEMENT D'AMPLEUR À LA LOI VEIL

En mai 1972, des journées pour dénoncer les crimes contre les femmes sont organisées à la Mutualité. C'est une réussite. Après avoir été traitées de petits groupes d'hystériques, les militantes du MLF sont à présent prises au sérieux par la presse qui note qu'elles ne sont pas que des étudiantes. Entre autres, les femmes en lutte sont mises en avant, qu'il s'agisse des ouvrières de Troyes ou des femmes des Nouvelles Galeries de Thionville. Puis, Marie-Claire, une jeune fille de 16 ans violée, par un camarade de classe est dénoncée par lui pour avoir avorté. Commence alors, en octobre 1972, un véritable procès de société que Gisèle Halimi prend en charge. Finalement, Marie-Claire

est condamnée à un an de prison avec sursis. Dans la foulée, 331 médecins déclarent dans *le Nouvel Observateur* avoir pratiqué des avortements. Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), une association mixte, se constitue. Il regroupe des militantes et des membres d'organisations mandatées à titre personnel. Entre autre, le Planning familial, des signataires des 331, des Groupes information santé, l'extrême gauche sont présents: Lutte ouvrière, la LCR, Révolution, l'Alliance marxiste révolutionnaire... De nombreuses femmes qui souhaitent interrompre leur grossesse affluent aux permanences du MLAC qui organise des avortements en France, et des voyages en Angleterre, en Hollande... Des comités MLAC se créent un peu partout et le débat prend de l'ampleur. Le débat sur l'IVG s'ouvre à l'Assemblée et c'est à Simone Veil qu'il revient de convaincre les parlementaires de la nécessité d'une loi sur l'IVG. C'est finalement par 284 voix contre 189 que le vote est acquis en novembre 1974 et la loi est promulguée en janvier 1975.

L'ONU décide alors que 1975 est l'«année internationale de la Femme». Le MLF ironise sur le sujet: «fêtées une année, exploitées toute la vie!». De son côté, le président de la République espère bien tirer profit d'une action en faveur des femmes. Il crée alors un secrétariat d'État à la Condition féminine. Le MLF considère alors qu'il «récupère» la lutte des femmes et que créer ce ministère ne sert qu'à enterrer la lutte des femmes. «Le MLF ne veut pas améliorer la condition féminine mais l'abolir; combattre un système économique et idéologique fondé sur l'exploitation des femmes, leur négation, leur enfermement.»³ Les femmes du MLF manifestent donc le 8 mars 1975. Malgré la victoire du MLF et du MLAC, les femmes gardent un statut subordonné: les discriminations persistent et les inégalités sont toujours importantes...



1. Madeleine Gilbert: Les Fonctions des femmes dans l'industrie, 1966.
2. Evelyne Sullerot: Demain les femmes, 1965
3. Françoise Picq, Libération des femmes, les années mouvement, mai 1993

Entretien avec Josette Trat

PROPOS RECUEILLIS PAR MÉLANIE MERMOZ

On célèbre cette année le quarantième anniversaire du MLF. Quelle a été la place des femmes dans les mouvements auparavant ?

Josette Trat - En 1968, les figures du mouvement étudiant à Paris, ceux qui coordonnaient les actions, prenaient la parole dans les grands meetings, étaient, sauf exception, tous des hommes. Dans la délégation syndicale qui a négocié les accords de Grenelle ne figurait pas une seule femme. Néanmoins, on a souvent caricaturé la place des femmes dans le mouvement : elles ont été présentées comme des potiches ou comme celles qui assuraient l'intendance. Il est indéniable que les militantes tapaient les tracts etc., mais elles jouaient aussi un rôle non négligeable dans les débats et l'animation des luttes. Dans les facultés de lettres et de sciences humaines notamment, des jeunes femmes remarquables organisaient les assemblées générales (AG), y prenaient la parole et ont joué un rôle très important dans l'animation des comités d'action étudiants-ouvriers qui ont surgi dans le sillage de ce mouvement. Dans les entreprises, on a assisté à de nombreuses grèves de femmes. En 1968, la majorité des

lycées étaient non mixtes. Cependant les lycéennes se sont mobilisées et politisées au même titre que les lycéens.

Le problème pour les femmes n'était pas seulement leur place dans les mouvements mais leur sentiment de ne pas pouvoir parler de questions cruciales, comme la contraception, l'avortement, le viol mais aussi le partage du travail domestique. Il n'existait aucun espace pour en parler. On ne te disait pas directement que ce n'était pas des questions politiques mais elles n'étaient jamais à l'ordre du jour d'une AG. Or, l'aspiration des femmes qui se réclamaient des idéaux de l'extrême gauche était de changer la vie et tout naturellement les rapports entre les hommes et les femmes.

Pourtant la libération sexuelle avait été au cœur des événements de 68...

À l'époque, on ne parlait pas ouvertement de sexualité et encore moins d'homosexualité. Dans les milieux d'extrême gauche, pourtant, nous étions nourris des travaux de Wilhelm Reich qui pointait combien le capitalisme avait besoin de la répression sexuelle. L'idée que la libération sexuelle

allait de pair avec la contestation politique était donc très forte. Reste que les hommes ont tiré un plus grand profit de ce mouvement de *libéralisation* sexuelle. Femmes et hommes étaient dans un rapport totalement asymétrique par rapport à la sexualité. Le « droit au plaisir » et de choisir sa partenaire se conjuguaient d'abord au masculin. Une jeune femme qui se refusait à un homme qu'elle ne désirait pas était accusée d'être « coincée », « pas libérée ». Il ne faut pas oublier non plus qu'à l'époque les jeunes femmes avaient une réelle hantise d'une grossesse intempestive. Les décrets d'application de loi de 1967 légalisant la contraception n'étaient pas encore publiés, la contraception était donc encore d'un accès très difficile. L'avortement était illégal ; cela tempérerait quelque peu les désirs d'aventure sexuelle du côté des filles.

1970 est présenté comme un véritable tournant.

En août 1970, un petit groupe se rend sous l'Arc de triomphe pour déposer une gerbe



© Manuel Vimenet



de fleurs à la mémoire de la femme du soldat inconnu. Comme l'actualité est pauvre en plein été, cela fait les gros titres. En septembre 1970, est paru le numéro spécial de la revue *Partisans* publiée par les éditions Maspéro «*Libération des femmes, année zéro*». Ce titre était terrible parce que toutes les luttes féministes antérieures étaient gommées, mais en même temps, il montrait la rupture entre ce qu'on a appelé la deuxième vague féministe et les mouvements précédents. À l'époque, il existait bien des associations de femmes qui se battaient pour l'évolution du statut juridique des épouses par exemple, mais pour des jeunes femmes, ces associations n'avaient rien d'attirant. L'Union des femmes françaises, était devenu, dans les années 1950, un satellite du PCF. Le Mouvement français pour le planning familial, jouait toutefois un rôle important. Il militait sur une question cruciale : le droit à la contraception. Mais il ne se déclarait pas féministe, il n'avait pas de revendications en ce qui concerne l'avortement. Si, dès le début des années 1960, il avait ouvert des centres où était délivrée la contraception, sa stratégie était essentiellement de peser sur les députés pour obtenir des évolutions législatives.

Comment étaient perçues les AG non mixtes ?

Quand en 1970, à la faculté de Vincennes ou aux Beaux-Arts, les premières AG non mixtes ont eu lieu, elles ont provoqué un véritable scandale. De nombreux militants ne supportaient pas que les femmes s'organisent entre elles. Ils devenaient «hystériques», voulaient forcer la porte des salles de réunion. Ce refus montrait bien que ces AG non mixtes avaient quelque chose de subversif.

La nécessité de se réunir entre femmes n'était toutefois pas évidente pour toutes.



Au début pour moi, par exemple, ça n'allait pas forcément de soi. J'avais été scolarisée dans un lycée de filles. J'appréciais de pouvoir faire de la politique avec des hommes. Se réunir entre femmes m'apparaissait comme une régression.

Comment était structuré le mouvement féministe ?

Au début, il n'y avait pas d'organisation du mouvement féministe, pas de porte-parole etc. Les féministes se retrouvaient dans des AG et prétendaient rompre ainsi avec un modèle d'organisation bureaucratique et «masculin». Mais bientôt, des féministes, en particulier des militantes d'extrême gauche, ont poussé à la création de groupes femmes pour favoriser l'enracinement du mouvement dans les quartiers et les entreprises. Parallèlement, différents collectifs militants se sont constitués autour de journaux, revues etc., ou thèmes d'action. La lutte pour la légalisation de l'avortement a marqué un véritable tournant. En 1973, la création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), un mouvement unitaire et mixte a été un levier pour passer à un échelon supérieur. Un peu partout, des débats autour des projections du film *Histoire d'A*¹, et des manifestations massives ont été organisés (y compris en pleine campagne électorale présidentielle en 1974). Mais surtout, le MLAC a osé défier le gouvernement en organisant publiquement des avortements illégaux et des voyages à l'étranger pour des femmes qui voulaient avorter.

La question de la «nature féminine» a-t-elle marqué le mouvement féministe ?


Une divergence très forte opposait «universalistes» et «différentialistes» dont le groupe le plus connu était Psychanalyse et politique. Animé par Antoinette Fouque, il voulait faire reconnaître la créativité des femmes liée à leur fonction procréatrice. Cette «différence» fondamentale à leurs yeux plaçait les femmes du côté de la vie, de la paix... – la lutte devait porter prioritairement selon elles contre les symboles de la domination «phallogratique». Le courant différentialiste, relayé par les Éditions Des Femmes, a eu une influence non négligeable parmi les écrivaines et les artistes.

Pour les universalistes, beaucoup plus influentes dans le mouvement féministe en France, la différence biologique ne conditionne pas une «nature féminine». C'est l'éducation qui est déterminante. Comme dans les rapports de classe ou le racisme, la mise en exergue de «différences» biologiques permet aux dominants de légitimer des rapports d'exploitation et d'oppression.

On parle aussi de féministes radicales et «lutte de classes».

Le courant féministe lutte de classes a été impulsé notamment par des militantes politiques issues de l'Alliance marxiste révo-

lutionnaire, de la LCR, de Révolution et de bien d'autres... Pour elles, il était important d'enraciner le mouvement féministe dans les quartiers, de toucher les femmes des milieux populaires. Des militantes partageant cette préoccupation se retrouvèrent aussi bien dans les groupes femmes, le MLAC ou le mouvement syndical. Des commissions femmes et des groupes femmes qui rassemblaient des militantes de différents syndicats, mais aussi des non syndiquées fleurirent dans un certain nombre d'entreprises au milieu des années 1970, perturbant notablement les directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

Le courant féministe radical dont l'une des personnalités phares a été Christine Delphy s'opposait au courant lutte de classes. Pour le courant lutte de classes, il fallait articuler féminisme et anticapitalisme, tandis que pour les féministes radicales, le patriarcat était «l'ennemi principal». Christine Delphy a théorisé l'exploitation des femmes dans le travail domestique. Celui-ci ne se résume pas aux seules tâches ménagères (ensemble des tâches gratuites au sein de la famille), mais aussi au travail effectué gratuitement au sein des entreprises familiales par les femmes de commerçants, d'artisans, les agricultrices. Cette analyse a eu le mérite de mettre en lumière la subordination des femmes au sein de la famille, de rendre visible le travail domestique, mais cela faisait des femmes un groupe homogène quelle que soit leur appartenance sociale. Pour les féministes radicales, les luttes féministes devaient être non mixtes tandis que pour les féministes lutte de classes, il fallait articuler moments de non-mixité et interventions dans des cadres mixtes. 

1. Sorti en 1974, ce film montre le déroulement d'un avortement.



Laïcité et solidarités à l'heure de la crise capitaliste

PAR PIERRE ROUSSET

Alors que la crise capitaliste fragilise les solidarités, on assiste au développement des courants xénophobes et à la volonté des gouvernants de diviser pour régner. Contre cette situation, il nous faut défendre à la fois l'antiracisme, l'antisexisme et la laïcité.

Le renforcement, en Europe, de courants xénophobes, de nationalismes identitaires et de mesures discriminatoires est à prendre très au sérieux. Avec l'aggravation de la crise sociale, il peut conduire à des pogroms où les populations dites musulmanes, désignées comme boucs émissaires, seront les premières visées. Nos gouvernants veulent à tout prix diviser les exploités en opposant entre eux les victimes du racisme (Arabes, noirs, juifs...), travailleurs «nationaux» et immigrés, emplois stables et précaires, fonctionnaires et privé, salariés et chômeurs, hommes et femmes...

Même si cette volonté de diviser pour régner est vieille comme la lutte des classes, il n'y a ici rien de routinier. Elle prend une importance particulière au moment où la mondialisation capitaliste vide de son contenu la démocratie politique, fût-elle bourgeoise. À l'heure où le néolibéralisme s'attaque aux solidarités conquises dans les combats d'hier (retraites, sécu...), à l'heure d'un grand tournant historique où les bourgeoisies européennes veulent démanteler les acquis sociaux de l'après-guerre.

Il est donc vital de consolider les solidarités croisées; en étant, par exemple, à la fois antiraciste, antisexiste, laïque. Il faut, pour cela, prendre en compte l'ensemble des sources d'oppression. C'est ce que j'ai tenté d'illustrer dans un article écrit pour le périodique suisse *solidaritéS* en ce qui concerne la défense des femmes victimes de la xénophobie antimusulmane, du patriarcat familial et de la montée des conservatismes religieux¹. Il faut aussi peser les implications pour les opprimés et exploités des choix politiques. C'est sur ce dernier point que je voudrais revenir ici en ce qui concerne les attaques menées contre la laïcité.

La France étant l'un des pays les plus laïcisés du monde, nous percevons mal l'im-

portance des évolutions en cours en ce domaine. Elles n'en sont pas moins graves, touchant au principe même de la laïcité: la séparation des Églises et de l'État, condition nécessaire (mais pas suffisante) à la création d'une citoyenneté commune. En voici quelques exemples.

LE BLASPHEME

Commençons par le blasphème. La commission des droits de l'homme de l'ONU

condamne la «diffamation des religions» au même titre que le racisme. C'est le Pakistan qui présente cette position au nom de l'Organisation de la conférence islamique. Or, la situation dans ce pays montre à quels désastres conduit la criminalisation du blasphème. Sous la pression des autorités sunnites, les ahmedis² ont été officiellement déclarés non musulmans, ce qui a ouvert

The Blasphemer, par William Blake (1757-1827), encre et aquarelle, Tate Collections / © Wikimedia commons



tout grand la voie aux persécutions. En mai dernier, une centaine d'ahmedis ont encore été assassinés. Des villages chrétiens sont agressés au prétexte que le Coran aurait été insulté. Sans parler du conflit sanglant entre extrémistes sunnites et chiïtes.

Ce problème ne concerne pas seulement des pays lointains. Une loi contre le blasphème existe en Irlande et n'a été abolie en Grande-Bretagne qu'en 2008. Cette dernière ne «protègeant» que le christianisme, certains proposaient de l'étendre à toutes les religions au nom d'une conception de la laïcité se réduisant à la «neutralité», au «traitement égal» des croyances. Mais la répression du blasphème s'oppose à des libertés fondamentales, dont le droit d'expression. Elle est utilisée contre les féministes, la critique du patriarcat inscrit dans les religions dont nous parlons ici étant considérée comme blasphématoire. Elle renforce le pouvoir des autorités religieuses.

Une question de fond est posée : ceux qui parlent au nom des religions doivent-ils échapper aux lois communes ; et aux dépens de qui ?

LA COMMUNAUTARISATION DU DROIT

Ainsi, l'Église d'Angleterre a demandé à ce que les lois antidiscriminatoires à l'embauche ne soient pas appliquées pour les entreprises qu'elle gère – voulant refuser d'employer des homosexuelEs.

Dans le domaine judiciaire, en avril 2008, le tribunal de grande instance de Lille avait prononcé l'annulation d'un mariage (en lieu et place d'un divorce) car chasteté et virginité auraient été, pour des musulmans, une «qualité essentielle» sans laquelle il y avait tromperie sur la marchandise. Cet événement avait soulevé un tollé ; il est resté isolé. Il n'en a pas été de même en Italie, quand en août 2007, les juges de la Cour de cassation ont acquitté les parents et le frère de Fatima qui l'avaient séquestrée, attachée à une chaise et battue, affirmant que la jeune fille avait été frappée «non pour des motifs vexatoires ou par mépris» : ses «comportements avaient été jugés incorrects». Pour Souad Sbai, présidente de l'Association des femmes marocaines en Italie, «c'est une décision digne d'un pays arabe où serait en vigueur la charia. Au nom du multiculturalisme et du respect des traditions, les juges appliquent deux types de règles, l'une pour les Italiens, l'autre pour les immigrés.»³

En Grande-Bretagne, des tribunaux communautaires juifs sont reconnus. Au nom de l'égalité des religions, il est proposé de faire de même pour les musulmans. De tels tribunaux opéreraient en fait déjà par dizaines. Or, il s'agit avant tout de traiter du droit des personnes dans le cadre de la famille ou de la communauté, selon la charia, très discriminatoire à l'encontre, notamment, des femmes et des homosexuelEs. Les tenants de cette option arguent que les individus se présentent «volontairement» devant ces juridictions ; mais on sait qu'il n'y a pas de «libre choix» sous pression. Les lois protectrices sont précisément faites pour défendre l'individu face à plus puissant (pouvoirs religieux, clans, patrons...) : on a d'ailleurs le même front de lutte en matière de droit du travail.

Au nom de préoccupations progressistes et du multiculturalisme, certains théoriciens du droit prônent l'acceptation des cours de justice communautaires. Ils ne discutent cependant généralement pas les implications de ce système pour les opprimés et singulièrement pour les femmes. Ni comment il renforce les pouvoirs religieux dans chaque communauté, ce qui est jouer avec le feu à l'heure où les courants réactionnaires sont à l'offensive dans toutes les religions évoquées ici.

UNE CRISE À AMNESTY INTERNATIONAL

Amnesty International a suspendu Gita Sahgal qui dirigeait l'unité de genre. Tout en considérant qu'il était nécessaire de défendre l'ancien prisonnier de Guantanamo, Moazzam Begg, elle critiquait la façon dont Amnesty le promouvait, lui et son organisation Prisonniers en cage, qu'elle juge trop proche des Talibans.


Sans rentrer dans le débat sur qui sont les Prisonniers en cage, un argument utilisé pour répondre à ses détracteurs par Claudio Cordone, secrétaire général d'Amnesty, est particulièrement inquiétant. Il considère en effet que la «dijihad défensive» n'est pas «antithétique aux droits humains».⁴ Condamner les interventions militaires impérialistes est une chose, mais qualifier ainsi le «dijihad» en est une autre, surtout de la part d'une organisation dont le mandat est celui d'AI. Lesdits «dijihadistes» rejettent en effet par principe la démocratie puisque les lois procèdent de Dieu (en fait des religieux qui interprètent les textes) et non du peuple ; ils participent des violences sectaires interreligieuses qui coûtent la vie à des milliers de civils ; ils ne reconnaissent pas les droits des femmes, des gays ou des lesbiennes.

Alors qu'Amnesty International a fait énormément sur les questions de genre, on a l'impression d'assister à une régression où, à nouveau, les droits des femmes ne sont plus véritablement considérés comme des droits humains fondamentaux au même titre que d'autres. Les mesures prises contre Gita Sahgal et les justifications politiques formulées par Claudio Cordone ont provoqué une levée de boucliers dans nombre de mouvements attachés à la défense des droits humains et au féminisme. Une telle crise n'était à ma connaissance jamais arrivée auparavant.

EN GUISE DE CONCLUSION PARTIELLE

Il faut se défier comme de la peste de la logique de «l'ennemi principal», car elle conduit immanquablement à hiérarchiser les combats et les solidarités, à se porter en défense de certaines victimes et d'en oublier volontairement d'autres. Elle accentue ce faisant les divisions entre exploités et entre opprimés alors que notre rôle est de les réduire.

La question n'a rien d'anecdotique. À l'heure de la mondialisation et de la crise capitalistes, possédants et gouvernants sont bien incapables de regagner une légitimité démocratique. Pour assurer leur domination, ils doivent détruire les solidarités d'hier et en interdire la création de nouvelles.

Je n'ai abordé ici qu'un aspect du problème, et partiellement seulement. Mais quel que soit le fil que l'on dévide (attaques sur les droits sociaux, montée des xénophobies...), on retrouvera les mêmes enjeux. L'avenir se joue dans une large mesure sur ce terrain : la désintégration ou le renforcement des solidarités croisées. 

1. Pierre Rousset, «Ne jamais abandonner les Rayhana, Sadiya, Hina, Fatima...», Essf : <http://www.europe-solidaire.org/> (article 17100).

2. Mouvement musulman fondé à la fin du XIX^e siècle en référence à la vie et les enseignements de Mirza Ghulam Ahmad (1835-1908).

3. Citée par Eric Jozef, «La justice italienne absout la charia en famille», Le Monde du 11 août 2007.

4. Claudio Cordone, lettre du 28 février 2010 disponible sur ESSF (article 16937).

Une version plus longue de cet article est en ligne sur www.europe-solidaire.org (article 17921)



MICHAEL LÖWY ET LES CHATOIEMENTS DE L'ANTICAPITALISME ROMANTIQUE

PAR PHILIPPE CORCUFF

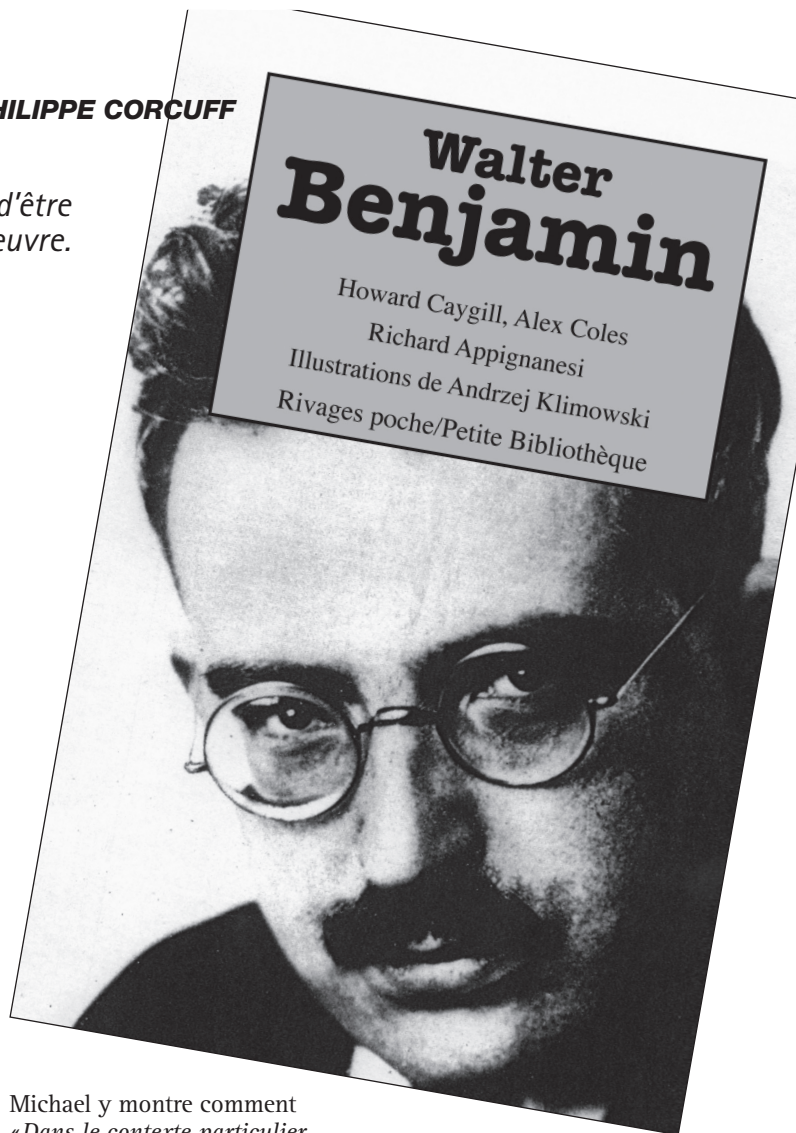
Trois livres auxquels Michael Löwy a participé viennent d'être publiés. Ils donnent un aperçu de l'étendue de son œuvre.

Les richesses du NPA sont souvent méconnues, y compris des membres du NPA eux-mêmes. Richesses des itinéraires militants, des expériences vécues par les uns et par les autres, des initiatives et des inventivités (du local au mondial), des ingéniosités techniques et des talents artistiques... qui circulent encore si peu dans l'organisation, en tout cas beaucoup moins que les langues de bois tonitruantes. Lieu de coopération entre individualités, le paradoxal parti libertaire que nous avons parfois en tête ne brille-t-il pas davantage grâce aux miroitements individuels enrichissant notre collectif en devenir? Marx et Engels ne parlaient-ils pas dans *Le Manifeste communiste* (1848) d'«une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous» (et pas l'inverse, comme l'ont longtemps cru nombre de marxistes orthodoxes trop pressés), formule reprise dans les principes fondateurs du NPA? Parmi les ressources inaperçues au sein du NPA, on trouvera des outils intellectuels comme ceux ciselés par notre camarade Michael Löwy. Michael est un sociologue et un philosophe de réputation internationale (traduit en de nombreuses langues), aux recherches foisonnantes : le

jeune Marx, Rosa Luxemburg, Che Guevara, Georg Lukács, le judaïsme libertaire, la théologie de la libération en Amérique latine, Franz Kafka, l'écosocialisme, le romantisme, le surréalisme, etc., mais à l'humilité militante. Trois livres récents viennent attirer l'attention sur l'ampleur de son œuvre.

En partant de Walter Benjamin

Comme pour son ami Daniel Bensaïd, l'écrivain et philosophe allemand Walter Benjamin (1892-1940) constitue une source importante d'inspiration pour Michael. L'alchimie inédite que Benjamin a proposée entre un marxisme hétérodoxe et un messianisme juif sécularisé illumine même les trois livres qui nous sont proposés. *Romantisme et critique de la civilisation* se présente justement comme une anthologie de textes de Benjamin jusque-là peu ou pas accessibles au public francophone. Pour Michael, «il est le premier partisan du matérialisme historique à rompre radicalement avec l'idéologie du progrès linéaire». Singularité incitant à la mise en pratique d'une nouvelle «méthode» : «interpréter l'histoire du point de vue des vaincus», en appelant des interférences inhabituelles entre avenir et passé. La figure de Benjamin traverse aussi *Juifs hétérodoxes*.



Michael y montre comment «Dans le contexte particulier de l'Europe centrale, un réseau complexe de liens (...) va se tisser entre romantisme, renaissance religieuse juive, messianisme, révolte culturelle "anti-bourgeoise" et anti-étatiste, utopie révolutionnaire, socialisme, anarchisme». Il propose alors toute une série de portraits croisés passionnants : Walter Benjamin et Franz Rosenzweig, Hannah Arendt et Walter Benjamin, Ernst Bloch et Georg Lukács ou Ernst Bloch et Hans Jonas

(entre «le principe espérance» de l'utopie et «le principe responsabilité» de l'écologie politique). Parmi les nombreuses pépites que l'on peu glaner dans l'ouvrage, l'une concerne le grand penseur marxiste allemand de l'utopie, Ernst Bloch (1885-1977). Michael met ainsi en avant les points d'appui utopiques de la critique

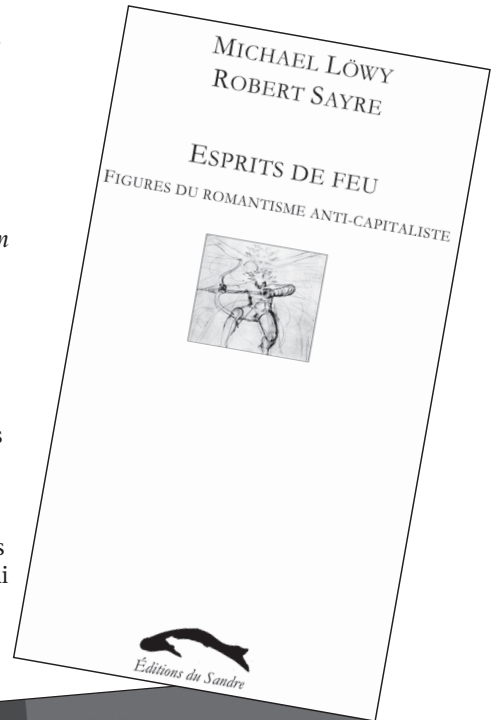
sociale : « on ne peut pas critiquer, radicalement, la réalité sociale existante, sans avoir implicitement ou explicitement un paysage de désir (Wunschlandschaft) – l'expression est d'Ernst Bloch ». Le langage politique anticapitaliste ne devrait-il pas sortir plus souvent de ses lourds rails rhétoriques afin de prendre davantage son envol au contact de tels paysages de désirs ? Et pourquoi pas déjà dans les tracts du NPA ? Michael pointe également des ambivalences historiques du sionisme. Car au début du xx^e siècle, le sionisme apparaît comme une des dissidences possibles face aux deux orthodoxies dominantes dans le judaïsme européen : « l'orthodoxie religieuse, fondée sur la crainte de dieu », mais aussi l'orthodoxie du « judaïsme libéral, assimilé, bourgeois ». La rupture avec ces formes dominantes conduit « certains au sionisme – dans ses formes non étatiques –, d'autres au marxisme et plusieurs à l'anarchisme ». C'est en particulier le cas du socialisme sioniste à tonalité utopiste de Martin Buber (1878-1965), dans sa valorisation de l'expérience novatrice des kibboutz, sans toutefois prendre la mesure, rappelle Michael, des « problèmes que pose l'insertion du kibboutz dans un projet nationaliste de "colonisation" du territoire palestinien ». Ces contradictions d'un certain sionisme demeurent toutefois à l'écart des crimes de guerre et contre l'humanité de l'État israélien à Gaza, en nous incitant alors à appréhender de telles formes sociales-historiques avec davantage de nuances, sans pour autant atténuer notre impérieuse solidarité vis-à-vis de l'oppression des Palestiniens.

Romantismes anticapitalistes
Mais le recueil le plus symptomatique de la

curiosité polyphonique de Michael est vraisemblablement *Esprits de feu*, co-écrit avec Robert Sayre, à la sensibilité littéraire scintillante. Le lecteur pourra y explorer une grande variété de sentiers littéraires et politiques (dont encore une fois Benjamin), autour d'une sensibilité romantique remontant à la deuxième moitié du xviii^e siècle (avec Rousseau) et développant un rapport critique « à la modernité capitaliste-industrielle », et notamment sa tendance à « la quantification du Monde ». L'ouvrage regorge à nouveau de pépites. Quelques exemples :
- la figure de l'écrivain dandy Oscar Wilde (1854-1900), emprisonné pour homosexualité, en particulier son *essai L'âme humaine en 2004*, où il envisage une utopie socialiste et anarchiste dans laquelle la solidarité n'exigerait plus le sacrifice de soi, puisque la sympathie et l'amour seraient fondés sur la pleine réalisation de soi. Réalisation de soi qui comprend les plaisirs sensuels et érotiques » ;
- la place de la religion dans la réflexion utopique d'Ernst Bloch, associant une « critique rationnelle, démystificatrice », dénonçant « les manipulations idéologiques des Églises conservatrices » légitimant « le pouvoir des dominants », à une sauvegarde du « surplus utopique » travaillant les religions ;
- le « donquichottisme » du marxisme péruvien de José Carlos Mariátegui (1894-1930), ouvert aux échos lointains du « communisme inca » ;
- l'incorporation de motifs romantiques au sein de Lumières redessinées chez Theodor Adorno (1903-1969), la grande figure de la Théorie critique de l'École de Francfort : « l'objectif

n'est pas la conservation du passé, mais la réalisation des espoirs du passé ». On aurait souhaité que Michael soit ici et là un peu plus critique avec ses auteurs romantiques de prédilection. Par exemple, le thème obsédant de « l'harmonie perdue » d'une « communauté » mythifiée ne pourrait-il pas être mis en cause au nom du caractère irréductiblement pluraliste et pleinement conflictuel d'une société non capitaliste à venir, en s'inspirant davantage de « l'équilibration des contraires » libertaire que Proudhon opposait aux « fanatiques de l'unité » ? Mais les écrits de Michael sont déjà une fantastique invitation à déployer de manière non dogmatique les milliers d'anticapitalismes dont le NPA pourrait être un des lieux privilégiés de fertilisation, en déplaçant les cadres encore trop étroits qui restreignent leur floraison.

* Walter Benjamin, *Romantisme et critique de la civilisation, textes choisis et présentés par Michael Löwy, Payot, collection « Critique de la politique », 240 p., 21,50 euros.*
Michael Löwy, *Juifs hétérodoxes. Romantisme, messianisme, utopie, Éditions de l'éclat, collection « Philosophie imaginaire », 160 p., 18 euros.*
Michael Löwy et Robert Sayre, *Esprits de feu. Figures du romantisme anticapitaliste, Éditions du Sandre, 292 p., 29 euros.*



L'ANTISÉMITISME DE GAUCHE N'EXISTE PAS !

PAR GABRIEL GÉRARD

Paru durant l'été 2009, l'ouvrage de Michel Dreyfus* reste d'une actualité brûlante. Sa lecture, comme celle du livre de Michel Wieviorka¹ et, plus récemment, l'ouvrage de Gilbert Achcar *Les arabes et la Shoah*², est essentielle. Depuis le déclenchement de la seconde Intifada à l'automne 2000, une offensive idéologique d'intellectuels et d'organisations soutenant inconditionnellement la politique de l'État d'Israël vise à assimiler toute critique de ce dernier à de l'antisémitisme, au mépris des virulents débats qui parcourent la société israélienne et le monde juif. La gauche, particulièrement la gauche antisioniste, porterait la responsabilité d'une convergence «rouge-vert-brun», symptôme du retour aux sources d'un antisémitisme «de gauche» et d'un renoncement à toute intransigeance à l'encontre de cette forme de racisme. Elle serait, de fait, le creuset des violences antijuives observées ces dernières années. Michel Dreyfus démêle les fils du passé et donne des arguments à ceux et celles qui, au présent, réfutent cet amalgame et luttent activement pour les droits du peuple palestinien. L'historien démontre ce qu'il serait vain de nier : l'existence d'écrits ou de personnalités qui ont alimenté l'antisémitisme «à gauche». Néanmoins, il prend soin de resituer chaque manifestation d'antisémitisme dans son contexte historique, soulignant la place très variable qu'il peut prendre dans la pensée des auteurs cités. En l'occurrence, des débuts de la révolution industrielle à nos jours, la plupart des composantes de la gauche a tenu des propos antisémites. Mais à la différence d'organisations

de droite, l'antisémitisme n'a jamais, depuis la fin du XIX^e siècle, été au programme d'un parti progressiste. Souvent dans la continuité d'un antijudaïsme catholique préexistant, mais également en rupture avec celui-ci, dans sa version anticléricale, l'antisémitisme moderne a pris des formes très différentes dans l'espace et dans le temps. À l'antisémitisme économique associant les juifs au capitalisme, exprimé par de nombreux socialistes au XIX^e siècle, s'est ajouté un antisémitisme racial et xénophobe. À partir des années 1880, à un moment où «la montée du nationalisme, en France comme en Europe, entraîne l'émergence de mouvements de droite et d'extrême droite», les militantEs du mouvement ouvrier et leurs organisations naissantes «traumatisés par les souvenirs de la répression anti-ouvrière exercée tout au long du XIX^e siècle, notamment par le massacre qui a mis fin à la Commune, de nombreux militants sont peu à peu à même de s'interroger sur ces idéologies nouvelles que sont le nationalisme, le xénophobie et l'antisémitisme. Croyant que le socialisme se construira sur la base de la "science", ils se laissent prendre aux sirènes de la pensée raciale». Au lendemain de l'affaire Dreyfus, tournant fondamental dans la prise de conscience antiraciste de la gauche, l'antisémitisme n'est plus revendiqué ouvertement. Il ne disparaît pas pour autant. On le voit encore insidieusement à l'œuvre dans l'entre-deux-guerres, à la SFIO et chez les pacifistes, parfois au sein du Parti communiste. Après la Seconde Guerre mondiale et depuis la création de l'État d'Israël, on le retrouve à l'ultra-gauche, sous la forme du négationnisme.

Avec cette étude, Michel Dreyfus ouvre de nouveaux terrains de recherche sur les «paradoxes» du monde du travail confronté à l'antisémitisme en France. Dans un contexte où la xénophobie et les racismes différentialistes prennent un essor préoccupant, attisés par le pouvoir pour dissimuler sa politique antisociale, ce livre arme le lecteur contre toute complaisance à l'hydre antisémite et l'amène à être plus attentif aux craintes, généralement dévoyées, qu'expriment la majorité des juifs en France. 

* Michel Dreyfus est historien, directeur de recherches au CNRS. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du syndicalisme, du mutualisme et a codirigé *Le Siècle des communistes*.
1. La Tentation antisémite : haine des juifs dans la France d'aujourd'hui. Michel Wieviorka, Paris, Robert Laffont, 2005, 452 p.
2. voir la chronique de Michael Löwy dans *Tout est à nous ! La Revue*, n°6.

L'ANTISÉMITISME

Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours

À GAUCHE

MICHEL DREYFUS

L'antisémitisme à gauche, Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours.
Michel Dreyfus, La Découverte, 2009,
346 p., 23 euros.

LA DÉCOUVERTE

**PROPOS RECUEILLIS
PAR MARIE SONNETTE**

Nique la France, Devoir d'insolence

Entretien avec Saïd Bouamama et Saïd de Z.E.P*



DR

À l'occasion de la sortie de leur livre/CD *Nique la France, Devoir d'insolence*, Tout est à nous! La Revue a rencontré les deux auteurs de cette œuvre-pamphlet. En mots et en musique, ils analysent les logiques racistes et impérialistes à l'œuvre aujourd'hui tout en appelant à la riposte. Un objet à mettre entre toutes les mains par les temps qui courent..

Pour commencer, peut-être pourriez-vous revenir sur la genèse du projet. Pourquoi une telle collaboration entre un sociologue et un saltimbanque?

D'abord, sachez qu'avant d'être «sociologue» ou «saltimbanque», nous sommes d'abord des militants anticolonialistes, antiracistes, anticapitalistes. Nous partageons les mêmes convictions et menons tous les deux les mêmes combats mais avec des outils d'expression différents et parfois, aussi, avec des publics différents. À force de nous croiser sur le terrain militant et associatif lillois, nous avons souvent été amenés à travailler ensemble. Cependant le débat scandaleux sur l'identité nationale, qui s'est imposé à nous, a accéléré notre envie de nous associer sur un projet commun. Le résultat est entre vos mains.

Effectivement, le projet est d'articuler deux outils d'expression politiques qui ont été largement investis ces dernières années: le rap et l'écriture théorique. Il s'agit de faire converger ces deux outils pour une efficacité plus forte dans le combat pour l'égalité, tout en assumant la dimension politique du rejet d'une France raciste, colonialiste, discriminante et inégalitaire.

Qu'est ce que le devoir d'insolence aujourd'hui?

Nous sommes de plus en plus dans une situation scandaleuse: à la violence subie dans la vie quotidienne des quartiers populaires s'ajoute désormais et de plus en plus la violence du discours idéologique dominant. Celui-ci exige soit le silence, soit la politesse et même parfois la reconnaissance de la part de ceux qui vivent l'injustice, l'inégalité et les discriminations racistes. Ainsi en est-il de l'injonction permanente de déclarer son «amour pour la France» comme s'il était possible d'aimer simultanément les Communards et les Versaillais, les collabos et les résistants, les colonialistes et les porteurs de valises. Le Devoir d'insolence est le refus de cette place du dominé soumis et reconnaissant à l'égard de «son maître». Il est en premier lieu un cri de dignité refusant de baiser la main de l'opresseur. Le Devoir d'insolence est ensuite une volonté de refuser les codes de bonnes conduites que veulent imposer les dominants de ce pays car ceux-ci font partie du processus de domination.

Souvent, les mouvements antiracistes ont parlé des opprimés à la troisième

personne. Aujourd'hui vous revendiquez le fait de parler à la première personne des colères et des revendications des enfants de colonisés. Vous mettez ce «je» et ce «nous» en avant, pouvez-vous nous en expliquer l'enjeu?

Pendant trop longtemps l'immigration postcoloniale et ses enfants français ont été des «objets parlés» et non des «sujets parlants». La conséquence en a toujours été une mise au second plan des revendications jugées trop «radicales», trop «diviseuses», trop peu «tactiques». À l'image d'un père ou d'un grand frère, ces «antiracistes» nous déclaraient qu'il fallait être patient. Ils affirmaient ainsi savoir mieux que nous ce que nous vivions. Ils nous posaient aussi comme des êtres incapables d'analyser la situation et d'élaborer nous-mêmes nos revendications. Que ce paternalisme et ce fraternalisme (et ce maternalisme aussi au sein d'une partie importante du mouvement féministe par exemple) soient de bonne foi n'enlève rien à leurs conséquences: une dépossession de notre parole. Dire «je» et «nous», c'est réaffirmer notre place dans le processus d'émancipation global et dans notre propre processus d'émancipation. Dire «je» et «nous», c'est reposer notre revendication d'égalité complète et immédiate.

Saïd, tu cites en tant qu'aînés des grands noms de l'histoire anticoloniale et antiraciste (Kateb Yacine, Aimé Césaire, Marmoud Darwich, Angela Davis,

Malcolm X, etc.). Aujourd'hui, toutes ces personnes inspirent des millions de jeunes à travers le monde. Qu'est-ce que leur héritage peut encore nous apporter?

La République nous a imposé des références colonialistes et esclavagistes qui peu à peu ont fait/feront de nous des néocolonisés. Le seul moyen de nous en affranchir, c'est de nous inspirer de ces femmes et de ces hommes qui représentent des moments précis de prise de conscience dans l'histoire des dominés (femmes, colonisés, etc.). Ils symbolisent aussi la prise de parole autonome et le refus d'une déléation de leurs revendications à d'autres. Ils marquent une rupture avec toutes les variantes de paternalisme, de fraternalisme et de maternalisme. Ils signifient tous la rupture avec la domination intériorisée et le refus qu'en entraîne cette rupture. Ils sont porteurs d'espoirs sociaux car ils représentent les postures radicales d'égalité et de dignité.

Dans une tribune au Monde en novembre dernier, le rappeur Hamé disait «le débat sur l'identité nationale n'en est pas un. C'est une injonction à l'affirmation ethniciste de soi». Cela semble rejoindre votre analyse sur la fabrique d'un ennemi intérieur.

Qu'en pensez-vous?

Depuis toujours l'immigration est utilisée comme bouc émissaire pour masquer les véritables problèmes de la société française et détourner la colère des dominés vers d'autres dominés. L'immigration postcoloniale porte, elle, une

Pour trouver les adresses où acheter le livre, voir le clip indispensable Nique la France, suivre les dates de concert... : www.zep-site.com



NIQUE LA FRANCE

DEVOIR D'INSOLENCE
Z.E.P.

DISPONIBLE EN EN LIBRAIRIE - WWW.ZEP-SITE.COM

spécificité qui la distingue des autres immigrations. À la différence des autres, le stigmata xénophobe, les violences racistes, le statut social inégalitaire d'immigré et les discriminations, ne s'arrêtent pas aux parents mais s'étendent désormais aux enfants nés français. Il y a en quelque sorte une transmission transgénérationnelle de ces différents aspects. Avec le débat sur l'identité nationale un nouveau seuil qualitatif est franchi. Désormais c'est ouvertement que l'on considère qu'il y a une «antifrance» tapie au sein de la «République» qu'il faudrait démasquer et réprimer. C'est effectivement comme le dit Hamé le retour à une conception ethniciste, culturaliste, sanguine de la nation que nous n'avions pas connue dans le discours étatique depuis la période de Vichy. Cependant cela n'arrive point brusquement et cette conception ethnicisante de la nation est en développement depuis plusieurs décennies et ce tant à droite qu'à gauche. Face à cela nous réaffirmons une conception politique de la nation comme corps social ayant des contradictions et évoluant sans cesse.

Une des armes utilisées largement aujourd'hui par

la classe dominante pour la fabrique d'un ennemi aussi bien intérieur qu'extérieur est l'islamophobie. C'est une bataille importante selon vous ?

Il est d'abord important de réaffirmer que l'islamophobie n'est pas uniquement la fumée qui fait écran sur des problèmes socio-économiques mais qu'elle est aussi et indéniablement liée au racisme dans sa forme «respectable» c'est-à-dire qui tire argument du «droit des femmes», de la «laïcité», de la «République», etc., exactement comme une des composantes du discours colonial. Par ailleurs, les combats sociaux comportent une dimension de lutte sur les grilles explicatives. Pour réussir l'opération d'imposition de la grille de lecture en termes «d'ennemi de l'intérieur», l'imaginaire colonial est réinvesti, revivifié, réactualisé. Or au sein de cet imaginaire est présent la construction de l'islam comme religion statique, grégaire (c'est-à-dire ne laissant pas de place à l'individu autonome), incompatible avec la rationalité, conquérante, etc. L'avantage de ce type de raisonnement est de créer le sentiment d'une distance infranchissable entre dominés en fonction de leurs croyances. Ainsi peut s'installer une logique

consistant à «diviser ceux qui devraient être unis et d'unir ceux qui devraient être divisés». Le combat pour l'égalité ne peut pas se passer d'une lutte intransigeante contre l'islamophobie.

La période actuelle combine, comme dans toutes les grandes périodes de crise, «racisme à l'intérieur, guerre à l'extérieur», les deux maux se nourrissant mutuellement. Est-ce pour cela que vous identifiez la question palestinienne comme révélatrice ?

À y regarder attentivement les mêmes arguments et les mêmes logiques sont utilisés ici pour justifier l'inégalité et les discriminations, en Palestine pour justifier la colonisation, en Irak et en Afghanistan, pour légitimer l'occupation. À chaque fois, on masque les causes économiques et sociales pour mettre en avant de prétendues explications culturelles et/ou religieuses. À chaque fois, on exige des victimes qu'elles se taisent

et leurs prises de parole sont considérées comme «excessives» et «violentes». À chaque fois, la forme de la révolte des dominés est présentée comme inadéquate et dangereuse. À chaque fois, l'agresseur et l'agressé, le dominant et le dominé, le coupable et la victime sont mis sur le même plan. Bien sûr la question palestinienne étant le reflet de l'injustice absolue, de la violence étatique brute, de la discrimination totale, etc., pousse au maximum les logiques, en œuvre de manière amoindrie ici. C'est pourquoi elle est révélatrice c'est-à-dire à la fois différente (dans l'ampleur, dans les formes utilisées, dans les conséquences destructrices, etc.) et similaire (dans ses logiques, ses argumentations idéologiques, etc.).

**Saïd Bouamama est un sociologue et un militant engagé depuis de nombreuses années dans les luttes de l'immigration pour l'égalité réelle des droits en France. Saïd est artiste, rappeur du groupe Ministère des Affaires Populaires et de Zone d'Expression Populaire.*

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 65 euros 130 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:
NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
 Commission paritaire: 0514P11509
 Tirage: 3 000 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: François Coustal
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

**TOUTES LES SEMAINES
 TOUT EST À NOUS!
 L'HEBDO**



Au Mexique, après une grève de trois ans, des travailleurs ont créé une coopérative.
REGARDS PAGE 2



Le Réseau éducation sans frontières lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, particulièrement en milieu scolaire.
NPARGUMENTS PAGES 6 & 7



L'historien Gérard Noiriel revient sur les circonstances du massacre de travailleurs italiens à Aigues-Mortes en 1893.
CULTURE PAGE 9

8 JUILLET 2010 N°63 1,20€ WWW.NPA2009.ORG

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

DEHORS!

ÉRIC WOERTH

FSE D'ISTANBUL AGIR CONTRE LA CRISE

Le sixième forum social européen (FSE) s'est tenu du 1^{er} au 4 juillet en Turquie. Après trois jours de débats et d'échanges sur les luttes à mener contre l'Europe capitaliste, 5 000 personnes ont manifesté dans les rues d'Istanbul. À l'issue du FSE, les participants ont lancé un appel commun, pour organiser notamment la grève générale européenne du 29 septembre et une assemblée européenne à l'automne. LIRE PAGE 8

SAISONNIERS DANS L'ENFER DES CONTRATS OMI